

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
l'Evolution du Régime minier
en France
DE 1810 A 1920

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} décembre 1920, à 3 heures

PAR

le Capitaine BOLIFRAUD

Président : M. BARTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants { MM. JÈZE
 ROLLAND } *Professeurs.*

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "
13, QUAI DE CONTI, 13

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

l'Evolution du Régime minier en France

DE 1810 A 1920

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} décembre 1920, à 3 heures

PAR

le Capitaine BOLIFRAUD



Président : M. BARTHÉLEMY, Professeur.

Suffragants { MM. JÈZE } Professeurs.
ROLLAND }

ÉDITIONS

DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"

13, QUAI DE CONTI, 13

PRÉFACE

Entreprise en 1914, cette étude avait pour objet essentiel d'exposer quelles avaient été, de 1900 à 1912, les importantes évolutions de la Jurisprudence du Conseil d'Etat dans l'application de la loi de 1810 sur les mines.

Cette grande loi organique, que nous avait léguée le Premier Empire, avait été appliquée normalement pendant près d'un siècle. Elle avait satisfait, au cours de cette longue période, aux besoins et au développement de notre industrie minière par la mise en valeur de notre sous-sol national, relativement pauvre en 1810.

Mais peu à peu, elle avait cessé de répondre à des nécessités nouvelles provenant aussi bien du changement des idées politiques et sociales que de la transformation des conditions mêmes de l'activité industrielle et productrice.

Sous l'empire de ces idées, des propositions de loi, tendant à instituer une nouvelle législation, étaient déposées devant la Chambre des Députés au cours de chaque législature.

Impuissante à les faire aboutir, la Chambre s'opposait cependant à ce que de nouvelles concessions fussent données dans les conditions normales d'application de la loi de 1810.

Cet état de choses, en se prolongeant et en arrêtant le

développement de l'industrie minière, risquait de créer une situation très préjudiciable aux intérêts économiques de la France.

C'est alors que le pouvoir exécutif, avec la collaboration du Conseil d'Etat, chercha à obvier aux oppositions politiques qui arrêtaient les concessions en organisant la participation indirecte de l'Etat aux bénéfices sous la forme des « offres de concours ».

Cette théorie fit l'objet de nombreux commentaires et de critiques très sévères à l'égard de la Haute Assemblée. Quels que soient les arguments invoqués pour justifier cette attitude, la mesure était illégale et déjà on envisageait la possibilité d'en appeler au Conseil d'Etat statuant au Contentieux.

L'objet principal de la présente étude était donc de faire connaître les raisons qui avaient décidé le Conseil d'Etat à admettre cette théorie nouvelle.

En même temps que cette évolution se produisait, le législateur, par une disposition spéciale inscrite dans une loi de finances (art. 138 de la loi du 11 juillet 1911), détachait du régime futur des mines une disposition qui lui paraissait particulièrement urgente : la nécessité d'une autorisation pour les cessions de concessions.

Notre régime minier en était à ce point lorsqu'en 1914 ce travail fut entrepris.

Il a été interrompu par la guerre, et au moment où nous le reprenons, la guerre finie, la situation s'est trouvée profondément modifiée par l'aboutissement de l'effort législatif si longtemps attendu en vain.

La loi du 9 septembre 1919 a profondément remanié la

loi de 1810. Avec les règlements d'administration publique qui la complètent, elle forme la charte du régime de nos futures concessions de mines.

L'étude primitivement entreprise doit donc comprendre aujourd'hui l'examen de ce régime nouveau qui n'est en lui-même que l'aboutissement légal des évolutions de la jurisprudence du Conseil d'Etat. Il nous a paru utile de ne pas l'en séparer et de présenter dans un ensemble à la fois les principes de la loi de 1810, les évolutions jurisprudentielles et l'état légal nouveau auquel elles ont abouti.

Ces quelques lignes indiquent donc et justifient le plan de cette étude. Elle forme un tout, sans fermer toutefois la porte à l'avenir, car il n'est pas douteux que, de même que la jurisprudence a été une étape qui a conduit de la loi de 1810 à celle de 1919, cette nouvelle loi ne devienne à son tour elle-même une étape vers un régime définitif qu'elle ne saurait à aucun égard constituer.

Il suffit, pour s'en convaincre, de constater les critiques dont elle a été l'objet et les efforts qui se manifestent dans le parti socialiste pour obtenir la nationalisation des mines considérées comme une richesse nationale.

Mais il n'entre pas dans notre dessein de discuter cette question et, sans fermer la porte à l'avenir, comme nous l'avons dit, nous n'entendons pas annoncer ces solutions ni les lui dicter.

Paris, 9 mai 1920.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DE 1810

Le Code civil avait réservé la question des mines.

Après de longues discussions au Conseil d'Etat, une loi nouvelle fut votée, celle du 21 avril 1810. Elle consacre pour l'Etat le droit de régler la destination de la propriété minière.

SECTION I

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA LOI DE 1810

I. — Classification des substances minérales et recherche des mines

Les mines ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'un acte de concession délibéré en Conseil d'Etat.

Les minières et carrières sont considérées comme des dépendances du sol et restent à la disposition du propriétaire de la surface.

Les mines comprennent les gisements métallifères divers et les gisements de combustibles ; les minières, les minerais

de fer superficiels, certaines terres pyriteuses et les tourbes ; les carrières, les matériaux de construction et d'amendement des terres.

La classification légale des substances minérales dépend uniquement de leur nature minéralogique ou chimique, sauf pour les mines de fer.

Dans toute mine de fer affleurant au sol, quelle que soit la nature du minerai ou son allure géologique, il y a des minerais superficiels considérés comme miniers, qui, en raison de leur mode d'exploitation, doivent être considérés comme inconcessibles ; ce sont ceux que le propriétaire de la surface peut enlever à ciel ouvert, sans ouvrage d'art.

L'énumération des mines et carrières faites par la loi du 21 avril 1810 est purement énonciative, tandis que celle des minières est limitative. En cas de doute, les substances non désignées expressément par la loi doivent être classées par voie d'assimilation.

Le droit d'exécuter des recherches appartient en principe au propriétaire du sol, mais en raison de l'importance que présentent les recherches au point de vue de la découverte des mines nouvelles, la loi a réservé au Gouvernement le droit d'autoriser les recherches nonobstant le refus du propriétaire du sol. L'autorisation est accordée par décret ; elle est généralement limitée à deux ans. En aucun cas, le permis de recherches ne constitue un droit à l'obtention ultérieure de la concession.

Nulle permission de recherche ni concession de mine ne peut, sans l'autorisation des propriétaires de la surface, donner le droit de faire des travaux de recherches ou d'exploitation dans les enclos murés, cours et jardins.

Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de 50 mètres des habitations et des terrains compris dans des clôtures murées y attenant, sans le consentement des propriétaires ; cette restriction du droit de fouille s'applique à l'ouverture des puits, galeries ou sondages et non à l'exécution de travaux souterrains.

L'explorateur dont les travaux arrivent souterrainement aux abords des maisons, doit donner caution et payer toutes indemnités en cas d'accident.

Les travaux de recherches ne doivent, en aucun cas, dégénérer en travaux d'exploitation. L'Administration est investie d'un pouvoir de surveillance en vue d'empêcher tout abus. Cependant, l'explorateur peut être autorisé par le Ministre à vendre les produits de ses recherches.

II. — *Demande en concession*

Tout Français et tout étranger, naturalisé ou non en France, agissant isolément ou en Société, peut obtenir une concession.

Toute demande doit être adressée au Préfet ; elle indique les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur, la nature du minerai à extraire, les limites précises de la concession demandée, les indemnités offertes au propriétaire du sol et, s'il y a lieu, à l'inventeur de la mine.

Le pétitionnaire doit justifier, en outre, qu'il possède les facultés nécessaires pour entreprendre les travaux ; il doit faire connaître les mines de même nature qu'il peut posséder en France.

A l'appui de sa demande, il doit fournir un plan régulier de la surface, en triple expédition, sur une échelle de 1 mètre par 10.000 mètres.

La demande est enregistrée à la Préfecture du département à dater de sa réception, sur un registre spécial tenu à cet effet et ouvert au public ; la demande est transmise ensuite aux ingénieurs des mines, qui vérifient si elle est régulière en la forme.

Dès que la demande est reconnue régulière en la forme, l'Ingénieur en chef prépare le projet d'affiche destinée à faire connaître la demande au public ; le projet, définitivement arrêté par l'Ingénieur en chef après avis du Ministre des Travaux publics, est adressé au Préfet, qui fait procéder aux affiches et publications légales aux frais du demandeur. L'affichage a lieu pendant deux mois au chef-lieu du département et de l'arrondissement, dans la commune où le demandeur est domicilié et dans toutes les communes sur lesquelles la concession peut s'étendre.

La demande est insérée deux fois, à un mois d'intervalle, dans le *Journal Officiel* et dans l'un au moins des journaux d'annonces légales du département.

Au cours de l'enquête, les tiers intéressés peuvent présenter leurs observations sous forme de demande en concurrence ; les oppositions et demandes en concurrence peuvent être utilement adressées, après clôture de l'enquête, au Ministère des Travaux publics par voie de pétition, ou au Secrétariat de la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat par une requête signée par un avocat au Conseil d'Etat. Toutefois, la jurisprudence admet que le Gouvernement ne peut accorder la préférence à une demande en con-

currence ainsi présentée tardivement, sans une nouvelle enquête.

Après clôture de l'enquête, le Préfet adresse le dossier aux ingénieurs des mines qui, après examen de l'affaire, formulent leurs propositions qu'ils retournent au Préfet ; celui-ci certifie les plans et transmet le dossier au Ministre avec son avis.

Après avoir consulté le Conseil général des Mines et après avis du Ministre du Travail, le Ministre des Travaux publics saisit le Conseil d'Etat. La Section des Travaux publics examine le dossier, et, si l'instruction est jugée suffisante, elle soumet l'affaire à l'Assemblée générale du Conseil d'Etat. Il est définitivement statué par un décret rendu en Conseil d'Etat, qui accorde ou rejette la demande en concession.

III. — *Caractère juridique des décrets de concession*

Le choix du concessionnaire doit être uniquement dicté par le souci de l'intérêt public ; personne, par quelque moyen que ce soit, ne peut se créer un droit de préférence à l'obtention d'une concession.

L'institution d'une concession résulte d'un concours sur titres ; parmi ces titres, il convient de citer : les recherches faites pour découvrir le gisement ou contribuer à sa reconnaissance, les besoins des établissements métallurgiques appartenant aux demandeurs, d'une manière générale les facultés techniques et financières qui seraient de nature à assurer la prospérité des exploitations.

Le Gouvernement est seul juge des motifs ou considérations qui lui font accorder la préférence à tel ou tel demandeur, soit comme propriétaire de la surface, soit comme inventeur du gisement, soit à quelque autre titre que ce soit.

La loi assigne aux décrets de concession le caractère d'autorité. C'est la puissance publique qui concède, c'est-à-dire qui désigne le propriétaire. Ce n'est pas l'Etat personne qui contracte et transfère la propriété, car l'Etat n'est pas propriétaire avant que le gisement ait été concédé.

« Le gisement non concédé n'est pas plus un bien que le gibier n'est un bien avant qu'on l'ait appréhendé. » (M. Berthelemy).

Ce caractère différencie très nettement les concessions de mines des concessions de travaux publics et il est fâcheux que le même mot désigne deux actes si différents.

Les concessions de travaux sont des marchés dans lesquels l'Administration stipule certains avantages ; elle rétribue ceux qui se chargeront de l'exécution des travaux à exécuter en leur confiant l'exploitation du service en vue duquel on les fait construire. Les concessions de travaux comportent ainsi des cahiers des charges où l'Administration, d'accord avec ceux qui consentent à traiter avec elle, pourra insérer toutes les clauses qui paraîtront opportunes, soit au profit des personnes administratives, soit au profit du public.

Rien de semblable en matière de mines. Le décret de concession assigne la propriété à quiconque est jugé capable d'exploiter dans les conditions les plus avantageuses.

A cette propriété, aucune restriction ne peut être mise,

aucune servitude ne peut être légalement imposée qui n'ait été proposée par la loi.

Le décret de concession ne peut faire l'objet d'un recours contentieux de pleine juridiction, mais seulement d'un recours pour excès de pouvoir en cas d'incompétence, détournement de pouvoirs ou violation de la loi.

La question a été posée de savoir si l'Etat, un département, une commune pouvaient être demandeurs en concession. L'Administration des Mines a eu l'idée de le soutenir, pour se rendre maîtresse de substituer au régime des concessions par autorité le système de la concession contractuelle.

Cette prétention de l'Administration ne saurait être soutenue.

En effet, l'Administration ne peut user de son « pouvoir discrétionnaire » que pour apprécier les titres miniers des demandeurs et désigner celui qui paraît avoir les titres les plus qualifiés. Or, les titres miniers, ce sont les aptitudes et moyens financiers qui peuvent faire penser que le concédant exploitera dans les meilleures conditions.

Or, d'après la législation actuelle, l'Etat n'est pas plus apte à entreprendre une exploitation minière qu'une exploitation manufacturière ou commerciale quelconque.

Il en est de même d'un département ou d'une commune.

IV. — *Caractères généraux de la propriété minière*

Nous avons vu précédemment qu'avant la concession, la mine n'était pas une propriété. Elle ne prend donc une existence légale qu'à dater de l'acte administratif qui en porte institution.

Alors, à partir de ce moment, la mine est une propriété nouvelle, perpétuelle, transmissible comme tous les autres biens, et dont on ne peut être exproprié que dans le cas et selon les formules prescrites pour les autres propriétés.

La mine est une propriété immobilière.

Sont aussi immeubles les bâtiments, machines, puits et galeries et autres travaux établis à demeure ; sont aussi immeubles par destination les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation.

La mine et ses accessoires ayant la qualité d'immeubles, les règles de droit commun édictées pour les immeubles par la législation générale et notamment par le Code civil sont applicables aux contrats relatifs aux mines, dans tous les cas où le droit minier n'énonce pas de prescriptions spéciales.

Toutefois, les mines ne peuvent être vendues par lots ou partagées sans une autorisation préalable du Gouvernement ; la **réunion de plusieurs** concessions entre les mains d'une seule personne ou Société ne peut avoir lieu que moyennant une autorisation du Gouvernement.

L'exploitation des mines ne constitue pas un commerce et n'est pas sujet à patente.

Le concessionnaire est assimilé à un propriétaire qui fait valoir son héritage.

Toutes les opérations concernant les mines ont donc le caractère d'actes civils et non d'actes de commerce. Le caractère civil de l'exploitation des mines ne s'applique toutefois qu'aux opérations indispensables à l'exploitation, telles que la vente directe des produits à l'état brut ou le lavage des houilles et minerais ; il n'en est pas de même pour la transformation des produits, tels que la fabrication du coke et des agglomérés, ou la fusion des minerais.

L'acte de concession détache la mine de la surface et donne au concessionnaire le droit d'exploiter les substances concédées dans la partie de la croûte terrestre comprise entre les surfaces verticales menées par le périmètre, mais le concessionnaire n'a pas le droit de rechercher dans le périmètre de sa concession des substances autres que celles qui lui ont été concédées.

Toutefois, s'il existe dans un même gisement des substances connexes telles que l'abatage des unes entraîne l'abatage des autres, la concession d'une des substances entraîne implicitement la concession des autres.

V. -- *Indemnités et redevances dues par le concessionnaire*

Le législateur de 1810 a ouvert un droit à indemnité à l'inventeur d'une mine qui n'en obtiendrait pas la concession, lui réservant ainsi une récompense pour les services rendus à l'industrie minérale de son pays.

L'indemnité d'invention est fixée par l'acte de concession,

nonobstant toutes conventions antérieures. Il appartient au Gouvernement, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, d'apprécier s'il y a eu invention et, dans l'affirmative, quelles doivent être la quotité et la modalité de l'indemnité à payer par le concessionnaire à l'inventeur.

L'importance des indemnités d'invention est extrêmement variable ; à titre d'exemple, on peut citer l'indemnité de 2 millions de francs accordée aux inventeurs des mines de sel gemme de l'Est ; l'indemnité de 30.000 francs accordée à MM. Tilly et C^{ie} pour la part qu'ils ont prise à l'invention des gîtes houillers de la Loire ; l'indemnité de 200 francs accordée à l'inventeur des mines de Navoque (Haute-Loire).

Des explorateurs autres que l'inventeur peuvent avoir fait des recherches destinées à la reconnaissance du gisement ; si leurs travaux sont utiles à l'exploitation ultérieure faite par le concessionnaire, il leur est dû une indemnité qui, à défaut d'accord amiable, est fixée par le Conseil de Préfecture, conformément à l'article 4 de la loi du 28 pluviôse, an VIII.

Redevance tréfoncière. — La loi de 1810 ne reconnaît au propriétaire du sol aucun droit de préférence à l'obtention d'une concession, mais, par une disposition transactionnelle, elle lui attribue un droit incertain, non défini, sur les produits de l'exploitation, droit qui est réglé souverainement par l'acte de concession. Cet acte détermine, en conséquence, nonobstant toute convention contraire, la quotité et la modalité de l'indemnité due par le concessionnaire au propriétaire du sol. En général, l'Administration n'accorde au propriétaire de la surface qu'une indemnité insignifiante,

sous forme de rente annuelle de 5 à 10 centimes par hectare.

Exceptionnellement, dans quelques régions, les actes de concession ont accordé aux propriétaires des redevances proportionnées aux quantités extraites.

Ce système a été principalement appliqué dans le bassin de la Loire, pour tenir compte de la situation de fait existant au moment de l'institution des concessions. La redevance tréfoncière proportionnelle varie en général de $1/20$ à $1/80$ de la valeur d'extraction, suivant la puissance des couches et leur profondeur.

Les exploitants de mines ont, comme tout propriétaire, à supporter des charges fiscales. La loi de 1810 les assimile aux propriétaires fonciers et de la sorte sont assujettis à toutes les impositions qui frappent en France la propriété immobilière.

Ils ont, en outre, à supporter des impôts miniers spéciaux qui s'appliquent au tréfonds, à la richesse minérale proprement dite ; ce sont les redevances fixes et proportionnelles. La redevance fixe a été fixée à 0 fr. 10 par hectare de concession.

La redevance proportionnelle est de 6 0/0 du produit net, dont 5 0/0 au profit de l'Etat et 1 0/0 au profit des communes.

Sont comprises dans l'évaluation du produit net toutes les opérations commerciales ou industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation.

Le produit net administratif est obtenu en déduisant du produit brut les dépenses de l'année. Le produit brut est la valeur, prise sur le carreau de la mine, des substances extraites.

Des abonnements à la redevance proportionnelle peuvent être consentis aux exploitants de mines dont le produit net doit être déterminé par évaluation administrative.

*VI. — Occupation des terrains de la surface
par le concessionnaire et rapports du concessionnaire
avec l'Administration*

La loi a donné au concessionnaire le droit de pénétrer dans son domaine souterrain et de procéder à son exploitation. A cet effet, il peut, à défaut d'accord amiable avec le propriétaire, occuper les terrains nécessaires à son exploitation.

Cette autorisation lui est accordée par arrêté préfectoral.

L'occupation ne peut être autorisée pour des terrains sur lesquels le concessionnaire entendrait établir des industries annexes de son exploitation, telles que la fabrication du coke ou la fusion des minerais.

Le propriétaire du sol peut, à son gré, soit conserver la nue propriété du terrain occupé et n'en céder que la jouissance, soit en exiger l'acquisition, lorsque l'occupation a duré plus d'une année ou que le sol a été mis dans un tel état qu'il ne peut plus être cultivé comme auparavant.

Le bénéfice des occupations, par arrêté préfectoral, ne s'applique ni aux canaux, ni aux chemins de fer modifiant le relief du sol, ni, d'une manière générale, aux voies de communication ou aux travaux de secours entrepris à l'extérieur de la concession ; s'il y a eu entente entre le pro-

priétaire du sol et le concessionnaire, l'exécution de ces travaux est soumise à toutes les dispositions prévues par les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique est prononcée, dans ce cas, par décret rendu en Conseil d'Etat.

La surveillance des mines est exercée par une Administration spéciale, placée sous la dépendance du Ministre des Travaux publics.

Le Ministre est éclairé par le Conseil général des Mines, institué par le décret du 18 novembre 1810.

Le personnel administratif se compose d'inspecteurs généraux, d'ingénieurs et de contrôleurs.

La surveillance exercée par le Service des Mines porte sur toutes les parties de l'exploitation technique et sur l'observation des règlements en vue d'assurer la sécurité. Le côté commercial des industries minières échappe seul au contrôle gouvernemental.

VII. — *Extinction de la propriété minière*

Contrairement aux principes admis pour la propriété foncière, qui ne peut être éteinte ni par abandon, ni par renonciation, le Gouvernement peut autoriser le concessionnaire à renoncer à tout ou partie de la concession qui lui a été accordée.

La renonciation à une concession a pour effet d'anéantir la concession et de remettre la mine dans la même situation que si elle n'avait jamais été concédée.

La renonciation à une concession est soumise aux mêmes

formalités que son institution, elle est prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat.

Le Gouvernement peut également retirer au concessionnaire sa concession si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs.

Dans ce cas, la déchéance est prononcée, après mise en demeure par un arrêté du Ministre des Travaux publics.

Après l'expiration du délai de recours contentieux contre cet arrêté, il est procédé à l'adjudication de la mine par voie administrative. Le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'Etat, est versé au concessionnaire déchu ou à ses ayants-droit. Si aucun adjudicataire ne se présente, la mine fait retour au domaine.

SECTION II

CRITIQUES DIRIGÉES CONTRE LA LOI DE 1810

Cette loi, malgré les imperfections qu'elle contient et qui sont inhérentes à toute œuvre humaine, a rendu des services incomparables en réussissant à mettre en valeur notre sous-sol national, qui était à cette époque relativement pauvre.

En outre, cette loi — et ce fut son plus grand bienfait — a permis aux Sociétés d'exploitation de compter sur l'avenir. Grâce à ses dispositions heureuses, les exploitants ont joui d'une sécurité absolue, sécurité qui a attiré des capitaux jusque là hésitants vers les industries minières.

On peut dire que, d'une manière générale, il n'y a pas eu en France, sous le régime de cette loi, de gaspillage : les gîtes ont été exploités avec le souci du lendemain, les dividendes ont été distribués d'une manière raisonnable, les dépenses de préparation ne furent jamais ménagées et de prudentes réserves ont été accumulées.

Cependant, des critiques ne tardèrent pas à être dirigées contre cette loi. Elles ont apparu surtout lorsqu'on a vu se dessiner les gros bénéfices de quelques exploitations.

En 1810, le Corps législatif ne pouvait guère entrevoir l'immense développement de la richesse minérale. Il n'avait sous les yeux que l'industrie d'Anzin et les mines si difficiles du bassin de la Loire.

En ce qui concerne Anzin, le rapporteur, M. de Girardin, n'avait pu exposer que l'aléa de l'entreprise. Il faisait ressortir que cette Compagnie avait travaillé 22 ans et dépensé 16 millions avant de pouvoir extraire du charbon.

Pour les autres mines, le tableau présenté n'était guère plus encourageant. Mais Anzin finit par sortir de l'ère des difficultés. L'histoire de son denier est devenue classique. Bien qu'il soit difficile de déterminer sa valeur initiale, on peut l'estimer à environ 1.000 francs ; or, il a dépassé le cours de 800.000 francs. Aniche, dont les débuts ont été aussi modestes, voyait son denier atteindre 16.000 francs en 1847 et dépasser 500.000 francs en 1910.

Ce spectacle excita les convoitises irréflechies de tous ceux qui n'avaient retenu de la formule de Mirabeau que la première partie : « Les mines sont à la disposition de la Nation ».

On ne voulut pas envisager les risques encourus par les

capitalistes qui avaient le mieux réussi ; on ne voulut même pas prendre en considération les entreprises qui avaient échoué.

On perdit de vue le principe qui avait été le support de la loi de 1810 et qui se résumait à favoriser l'extraction de la richesse minière par l'appât d'un gain énorme.

Il apparut seulement qu'une propriété nationale dont l'Etat aurait pu disposer en sa faveur avait été scandaleusement distribuée à des financiers entre les mains desquels elle rapportait des profits considérables.

Dès 1832, ce raisonnement conduisit Voyer d'Argenson à proposer la revision des concessions de mines octroyées en 1810 et la limitation des exploitants au terme de 50 années.

Après lui, de nombreux projets ont été déposés, mais ce fut surtout au cours de la Troisième République que la question de la refonte de la législation des mines a été particulièrement agitée.

Il n'y a pas eu de législature qui n'ait vu de projets ou de propositions de lois. Toutes les questions y furent abordées, mêmes les plus hardies : la propriété des mines attribuée, tantôt, le plus souvent, à l'Etat, tantôt à l'inventeur (rapport Piou, 21 février 1889, et projet Jonnart, 5 mai 1894) ; la forme de la concession, par décret ou par adjudication ; la durée de la concession ; le retour au régime de la loi de 1791, avec le principe de l'aliénation temporaire du domaine national (rapport Clémenceau, en 1884) ; déchéance de la concession ; nationalisation des mines sans indemnité (proposition Jaurès, 19 mai 1894) ; participation aux bénéfices des salaires de l'industrie minière, etc...

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES OFFRES DE CONCOURS

I. — LA DÉCOUVERTE DU PROCÉDÉ DE DÉPHOSPHORATION

Malgré les nombreuses propositions tendant à la revision des mines, malgré les conflits dans lesquels se rencontrèrent et se heurtèrent sans arrêt les conceptions diverses de l'exploitation des mines, la loi de 1810 subsista et sembla même intangible.

En effet, pendant un siècle, le Gouvernement, l'Administration, la Jurisprudence, tout semblait concourir à proclamer et à affirmer que les mines devaient être concédées gratuitement. Aussi le système de la loi de 1810 avait-il été appliqué sur ces bases de la façon la plus stricte.

Cependant, l'opinion publique devait s'émouvoir au début du XX^e siècle, à la suite de la découverte d'une grande invention : le procédé de déphosphoration du minerai, qui permit de rendre exploitables d'immenses gisements que l'on connaissait, mais que l'on jugeait inutilisables à cause de la nature phosphoreuse du minerai.

Ces gisements se trouvaient au N.-E. de la France, entre

Longwy et Nancy, la plus grande partie s'étendant sur l'arrondissement de Briey.

La partie la plus orientale était meilleure et se trouvait seule exploitée avant la guerre. Aussi, quand les Allemands délimitèrent la nouvelle frontière, ils s'emparèrent avidement de toute la portion de notre territoire qui leur sembla contenir du minerai de fer suffisamment riche pour satisfaire leurs métallurgistes de Westphalie. C'est cet appétit germanique qui explique la découpe bizarre de l'ancien pays annexé entre Longwy et Pont-à-Mousson. La frontière ne suivait pas les accidents naturels du terrain, mais la limite des anciennes concessions.

L'invention, vers 1880, du procédé de déphosphoration Thomas et Gilchrist, opéra une révolution véritable dans la métallurgie française. Les 36 0/0 de fer que contenaient les minerais lorrains allaient devenir exploitables ; on pouvait désormais les transformer en fonte et en acier. Les Allemands avaient, à leur insu, laissé de notre côté de la frontière un trésor métallique beaucoup plus important que celui dont ils s'étaient emparés. Les demandeurs en concessions se présentèrent très nombreux et les concessions furent octroyées dans la forme de la loi de 1810.

Le procédé de déphosphoration avait produit ce résultat merveilleux que les minerais phosphoreux, au lieu d'être un objet de rebut, devenaient plus précieux que les autres. Non seulement on parvint à éliminer le phosphore, mais on l'utilisa pour produire une combustion vive qui compléta l'affinage de la fonte.

Cette découverte était une véritable aubaine dont bénéficiait le bassin de Briey, de sorte qu'alors qu'en 1883 le départ-

tement de Meurthe-et-Moselle ne produisait guère que 600.000 tonnes de fonte, cette production en 1910 atteignait 2.756.202 tonnes, représentant les deux tiers de la production totale de la France.

L'enrichissement qui s'ensuivit frappa d'une façon considérable l'opinion publique. On savait que la source de cette fortune provenait directement de la concession gratuite des mines de fer.

A la même époque, se posait dans l'Ouest et dans le Centre de la France le problème de la mine d'or. On savait bien qu'en différents points de notre pays, les Romains avaient extrait de l'or, mais on était loin de se douter que nos ancêtres avaient seulement écrémé cette richesse et qu'ils avaient laissé des trésors appréciables.

C'est alors que le Gouvernement, désireux de donner satisfaction à l'opinion publique, recourut à un détour.

En accordant les premières concessions de mines de fer du district de Briey, l'Administration exigea des concessionnaires l'engagement de concourir, à raison de 500 francs par hectare, à la construction de nouveaux chemins de fer devant desservir la région. Aucune mention n'en fut faite dans les décrets.

Pour excuser ce procédé, on fit remarquer que les bénéficiaires y avaient bénévolement consenti.

II. — LE CONSEIL D'ÉTAT ET LES PREMIÈRES OFFRES

DE CONCOURS

Le Conseil n'accepta cette solution que parce qu'il y vit une relation entre le parti que les mines tireraient des chemins de fer et la somme que les demandeurs devaient verser.

Ce fut la première déviation apportée dans l'application de la loi de 1810 et aussi le premier pas engagé dans la voie de l'illégalité.

Quelques mois plus tard, le Conseil d'Etat se trouvait de nouveau saisi d'un certain nombre de projets de décrets, constituant la suite de l'ensemble des concessions précédentes dans le bassin de Briey.

Le rapporteur de ces projets, parlant de l'offre de concours également souscrit, fit remarquer que toutes les fois qu'il s'agissait de recherches de minerais sur lesquels il n'y avait pas de droits d'invention bien nets, il était très difficile que les concessions ne fussent pas accordées à titre gratuit, mais ici il s'agissait de Sociétés métallurgiques dont on voulait une justification autre que de simples déclarations et que, par conséquent, cette acceptation d'offre de concours dans l'exécution de travaux publics à la charge de l'Etat paraissait très heureuse.

Un certain nombre de membres de la Haute Assemblée firent observer qu'ils acceptaient ce principe du concours pécuniaire parce que le rapporteur avait nettement spécifié qu'il s'agissait d'une situation tout à fait particulière, due à des circonstances exceptionnelles, mais qu'ils entendaient

bien que ces concessions ne constitueraient pas un précédent, les recherches faites sur différents points du territoire ne devant pas être menacées d'une demande de concours.

M. le Président Alfred Picard, répondant à ces observations, déclara qu'un certain nombre avec lui pensaient que la loi de 1810 avait fait son temps, que ses principes étaient **rationnels en 1810, lorsque l'industrie était encore au berceau**, mais qu'au contraire, dans l'état actuel des choses, avec les progrès de la géologie, progrès qui sont considérables, cette gratuité constituait un véritable cadeau que rien ne justifiait. Et il termina en disant :

« La loi de 1810 existe : nous ne pouvons que l'appliquer, et c'est pourquoi nous sommes venus vous proposer de faire des concessions, puisque notre devoir est d'appliquer la législation telle qu'elle existe.

« Néanmoins, plusieurs d'entre nous étaient tellement frappés de cette concentration des richesses de l'Est entre les mains d'un nombre aussi restreint de personnes, que nous nous sommes dit qu'il fallait tout au moins certaines compensations ; et c'est alors que nous avons pensé qu'un chemin de fer devant se faire dans la région, il était naturel d'aller demander une compensation gracieuse, une participation à l'établissement de ce chemin de fer. *Mais, je le répète, ce n'est pas un précédent.* »

L'année suivante, en 1901, au sujet d'une demande en concession de mines d'anthracite dans le département de la Savoie, les demandeurs ayant souscrit certaines conditions : versement d'une somme de 4.000 francs pour la construction d'un chemin ; remise gratuite du charbon nécessaire au chauffage de l'église et des écoles ; livraison, à 0 fr. 75

les 100 kilos, du charbon destiné à l'usage des habitants, le Gouvernement proposa de mentionner explicitement ces avantages dans le décret de concession, mais la Section des Travaux publics rejeta cette clause comme étant contraire à la législation en vigueur.

Aucune mention de ces engagements ne figura ni dans les actes de concession, ni dans les cahiers des charges.

Les sommes promises furent versées à titre de fonds de concours.

III. — DEMANDE D'AVIS DU GOUVERNEMENT AU CONSEIL D'ÉTAT

L'attitude du Gouvernement se modifia soudain lorsque M. Barthou prit, en 1906, la direction du Ministère des Travaux publics. Il se vit en présence d'une série de demandes nouvelles qui visaient, soit, en Meurthe-et-Moselle, des mines de fer et de charbon, soit, dans le Pas-de-Calais, des mines de charbon situées en bordure des bassins actuellement exploités.

M. Barthou considérait que le moyen qui avait été employé en 1900 n'était pas net ; c'était un procédé détourné par lequel on violentait la législation de 1810. Il lui paraissait difficile de continuer des errements aussi irréguliers.

Alors, voulant en avoir le cœur net, par une lettre en date du 5 septembre 1907, il consulta le Conseil d'Etat sur la question de savoir s'il pouvait introduire dans les futurs cahiers des charges des concessionnaires des dispositions concernant les offres de concours, les conditions de travail des ouvriers, le partage des bénéfices.

Le Gouvernement posait d'abord une *question d'ordre général* sur la légalité de certaines dispositions et, en second lieu, une *question spéciale* sur la légalité, l'opportunité et la convenance de certains textes plus spéciaux à insérer dans les cahiers des charges de concessions de mines.

Ces questions, examinées d'abord par la Section des Travaux publics, sous la présidence de M. le Président Alfred Picard, puis par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, sous la présidence de M. Coulon, donnèrent lieu à l'avis motivé suivant, que nous reproduisons *in extenso*.

*Avis relatif à l'insertion de clauses nouvelles dans les cahiers
des charges des concessions de mines*

(Adopté par le Conseil d'Etat dans les séances
des 19 et 26 décembre 1907)

Le Conseil d'Etat, consulté par le Ministre des Travaux publics et des Postes et des Télégraphes et par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur la question de savoir :

A. — Si le Gouvernement, lorsqu'il accorde une concession de mines, a le droit d'imposer au concessionnaire par le cahier des charges, comme il le fait dans les concessions de diverses natures auxquelles il procède couramment, des obligations reconnues nécessaires et acceptées par le demandeur, pourvu qu'elles ne soient contraires ni aux lois générales, ni aux lois particulières sur les mines.

B. — Si particulièrement diverses clauses, spécifiées sous six numéros dans la dépêche ministérielle du 4 septembre

1907, peuvent être insérées, suivant les circonstances, dans les cahiers des charges des concessions de mines.

En ce qui concerne la question de principe :

Considérant que, si le mot concession est employé en droit administratif pour désigner de nombreux actes de natures très différentes, l'identité de dénomination n'implique aucune assimilation nécessaire entre ces divers actes ; **que, notamment, on ne saurait établir aucune analogie** entre la concession de travaux publics, par laquelle une autorité confie à une Société privée la gestion d'un service public, sous des conditions déterminées spécialement dans chaque cas et pour une durée limitée, et la concession de mines, par laquelle la puissance publique institue une propriété perpétuelle dont le régime est fixé par la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 ;

Que l'acte par lequel une concession de mine est instituée peut contenir des clauses précisant les obligations spéciales auxquelles seront soumis ses propriétaires successifs pour faciliter l'exercice des droits de police et de surveillance conférés à l'autorité publique, mais qu'il ne peut imposer à ceux-ci des obligations perpétuelles que si, d'une part, elles sont compatibles avec la loi qui fait de la mine une propriété « disponible et transmissible comme tous les autres biens », et si, d'autre part, elles trouvent leur sanction soit dans la législation spéciale aux mines, soit dans la législation générale relative à la propriété immobilière ; qu'ainsi, les seuls démembrements que puisse subir la propriété d'une mine, aussi bien au moment de son institution qu'au cours des transmissions successives dont elle est l'objet, sont ceux qui rentrent dans les droits réels admis par le Code civil ;

En ce qui concerne les clauses particulières sur la légalité, la convenance et l'opportunité desquelles le Conseil est spécialement consulté :

1° et 2° Obligation pour le concessionnaire d'employer à l'alimentation de ses propres usines une fraction déterminée des produits extraits de la mine, ou d'affecter exclusivement ces produits à certains usages industriels tels que la fabrication de la soude :

Considérant que des clauses de cette nature apporteraient au droit général, reconnu par la loi au concessionnaire d'une mine, de disposer librement de sa propriété, des restrictions qui ne se rattacheraient à aucune des dispositions spéciales inscrites dans la législation des mines ;

Considérant toutefois que, sous le régime institué par la loi de 1810, les besoins d'une industrie sont souvent invoqués par le demandeur comme titre à l'obtention d'une concession ; que, dans ce cas, il est nécessaire de prendre toutes les précautions compatibles avec notre législation pour éviter que les minerais soient détournés sans nécessité de l'usage prévu, mais que, pour ne pas être un obstacle au développement de l'industrie, ces précautions doivent viser seulement l'hypothèse où les besoins invoqués resteraient en souffrance, et ne mettre aucun obstacle à la vente des produits disponibles lorsque, par suite de la situation du marché, des modifications dans les conditions techniques de la production ou de toute autre cause, l'industrie en question ne peut pas en absorber la totalité ; que, pour faire résulter des engagements pris dans ces conditions par les concessionnaires une obligation pesant sur tous les propriétaires futurs de la mine, on peut établir dans le cahier des charges

des servitudes telles que celle d'assurer l'alimentation d'usines qui prendraient alors vis-à-vis d'elle la situation de fonds dominant prévue par le Code civil ;

Considérant d'ailleurs que l'insertion des clauses relatives à l'emploi des produits de l'exploitation perdrait beaucoup de son intérêt, notamment en ce qui concerne la clause n° 1, si une disposition législative autorisait le système de concessions par adjudication indiqué ci-après ; qu'en effet, les cas où l'attribution des concessions de mines est déterminée par les besoins invoqués par les demandeurs deviendraient alors tout à fait exceptionnels ;

3° Stipulation, dans le cahier des charges, de versements imposés aux concessionnaires à titre de fonds de concours pour des travaux publics exécutés en vue de faciliter le transport des produits de la mine ;

Considérant que la stipulation d'un versement en argent, dans le cahier des charges, serait en contradiction avec le principe de la gratuité des concessions qui découle de l'ensemble des dispositions de la loi du 27 avril 1810 ; que si la législation actuelle n'a pas fait obstacle à ce que, dans certains cas, des offres de concours formulées par des demandeurs en concession de mines, pour des travaux publics intéressant l'exploitation future, fussent prises en considération dans le choix des concessionnaires comme des preuves d'une intention sérieuse de mettre promptement en exploitation les mines à concéder, ce procédé ne saurait entrer dans la pratique courante des concessions ;

Considérant, toutefois, que l'attribution gratuite des concessions de mines, lorsqu'aucun demandeur ne peut revendiquer la qualité d'inventeur, donne lieu à de légitimes criti-

ques ; que cette attribution, dans le cas fréquent où il s'agit de répartir des gisements étendus dont l'existence, sinon les limites exactes, avait été reconnue antérieurement, constitue une libéralité d'une valeur souvent considérable, dont l'attribution a nécessairement un caractère plus ou moins arbitraire ; que, pour choisir entre les demandeurs, l'Administration est amenée à tenir compte des besoins des divers établissements en matières premières, besoins dont l'appréciation est incertaine, la durée problématique et auxquels il est légalement et économiquement impossible de réserver la totalité des produits extraits ;

Que ces inconvénients disparaîtraient si une disposition législative permettait de substituer au mode actuellement suivi pour les concessions la mise en adjudication par lots des gisements sur lesquels il n'existe aucun droit d'invention ; que, sans doute, pour ne pas détourner les intéressés d'exécuter les travaux indispensables à la détermination des limites des gisements déjà découverts, il serait nécessaire de leur assurer le remboursement des dépenses utilement faites par eux, avec une majoration suffisante pour compenser les chances de pertes correspondant aux sondages infructueux ; mais qu'il suffirait pour cela d'affecter le prix de l'adjudication à ce remboursement jusqu'à due concurrence, en réservant à l'auteur des sondages utiles le droit à la concession, dans le cas où aucun soumissionnaire n'aurait offert un prix suffisant pour l'indemniser ;

4° Participation de l'Etat et des ouvriers aux bénéfices de l'exploitation ;

Considérant que, sous l'empire de la législation actuelle, de pareilles stipulations seraient en contradiction avec les

dispositions légales qui attribuent au concessionnaire la pleine propriété de la mine et qui fixent le taux de la redevance proportionnelle due par lui à l'Etat ;

Mais considérant que l'attribution à l'Etat de sommes représentant une part des bénéfices espérés, dont il lui appartiendrait ensuite de faire tel usage qu'il voudrait, serait la conséquence de l'attribution des concessions par adjudication ; que rien n'empêcherait, d'ailleurs, de faire porter l'adjudication sur le montant d'un prélèvement annuel à faire sur les recettes en sus de la redevance proportionnelle, en même temps que sur un payement en capital ; que cette manière de procéder n'aurait aucun inconvénient pourvu que la forme et les conditions du prélèvement fussent déterminées de manière à ne pas entraîner une immixtion de l'Administration dans la gestion industrielle et commerciale de nature à entraver la liberté de l'exploitation ;

5° et 6° Clauses concernant les conventions collectives relatives aux conditions du travail et la limitation éventuelle du nombre des ouvriers étrangers employés dans l'exploitation des mines :

Considérant que ces dispositions n'ont le caractère ni de mesures de police, ni d'établissement de servitudes pouvant grever la propriété minière, mais qu'elles constituent des éléments d'une législation générale relative au contrat de travail et à la protection de la main-d'œuvre nationale ; qu'il appartient au législateur seul de modifier les dispositions en vigueur à cet égard et que rien n'autorise à introduire dans le cahier des charges des concessions de mines instituées à l'avenir des règles autres que celles qui seraient édictées par lui, soit pour l'industrie en général, soit pour l'ensemble de

l'industrie minière, sans distinction entre le régime fait aux concessions suivant la date à laquelle elles remonteraient,

Est d'avis :

Qu'il y a lieu de répondre au Ministre des Travaux publics et des Postes et des Télégraphes et au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans le sens des observations qui précèdent.

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT DE 1908 A 1912

I. — LES CONSÉQUENCES DE L'AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT SUR LA POLITIQUE MINIÈRE DU GOUVERNEMENT

L'avis du Conseil d'Etat eut pour conséquence d'empêcher l'introduction dans les cahiers des charges des dispositions que M. Barthou avait songé à y inscrire.

On ne pouvait plus y aboutir que par voie législative. C'est ce que comprit le Gouvernement, aussi déposa-t-il, le 17 novembre 1908, un projet de loi qui fut renvoyé à la Commission des Mines.

Les décrets de 1908. — Mais, avant de déposer son projet de loi, M. le Ministre des Travaux publics avait cru devoir signer, le 16 juin 1908, six décrets de concessions de mines dans le bassin du Pas-de-Calais. Ces six décrets furent contresignés par le Ministre du Travail.

Ainsi que lors des concessions précédentes, les divers demandeurs furent pressentis au sujet d'engagements qu'ils allaient prendre, afin de contribuer à certaines dépenses.

Mais alors que, dans les décrets précédents, le Conseil

d'Etat, se contentant d'examiner ces offres de concours, avait nettement refusé d'en prendre acte dans les projets de décret et était resté muet sur de pareilles offres, il autorisa cette fois l'insertion de l'offre de concours dans le projet de décret :

« Vu l'engagement pris, aux dates des 22, 27 et 28 février 1908, par les représentants des Sociétés concessionnaires, en vue de l'exécution éventuelle des travaux de navigation par l'Etat, de contribuer à la dépense effectuée jusqu'à concurrence d'un maximum fixé dans ledit engagement ;

« Vu la lettre adressée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en date du 1^{er} avril 1908, par laquelle les mêmes représentants des mêmes Sociétés concessionnaires s'engagent, tant à titre individuel qu'à titre collectif, à construire et à aménager un hôpital destiné aux blessés et éventuellement aux malades, moyennant un capital dont le minimum est fixé dans ladite lettre... »

Ces engagements visaient bien des travaux déterminés, intéressant tout particulièrement les mines.

C'était la seconde étape dans la voie de la déviation de la loi.

En acceptant ces offres, le Conseil d'Etat prétendait ne violer en rien le principe de la loi de 1810, qui accorde les concessions à titre gratuit. Dans l'esprit de la Haute Assemblée, ces particularités constituaient des questions d'espèces, devant être étudiées d'une façon approfondie pour chaque demande. En ce qui concernait la quotité de l'offre à accepter, il était encore plus difficile de fixer un prix uniforme : il eût fallu demander ici 500 francs par hectare, là 1.000 francs, quelquefois 50 francs ou rien du tout.

Les critiques à l'égard du Conseil d'Etat furent nombreuses et sévères ; cependant, si les membres de la Haute Assemblée se rallièrent à cette solution, c'est qu'ils reconnaissaient que la loi de 1810 ne répondait plus suffisamment aux idées présentes, par suite des changements survenus dans l'industrie.

Les multiples propositions déposées devant le Parlement les préoccupaient également et ils craignaient qu'une loi nouvelle, votée hâtivement sous l'inspiration d'un parti qui eût volontiers sacrifié les intérêts de la France à des considérations électorales, ne produisit quelque chose de fâcheux et mauvais pour le pays. C'est pourquoi ils avaient trouvé cet artifice, grâce auquel on allait adapter la loi de 1810 aux besoins actuels de la production et pouvoir l'appliquer durant de nombreuses années.

II. — LA QUESTION DES MINES DEVANT LE PARLEMENT

Le projet de loi déposé par M. Barthou fit l'objet d'un rapport de M. Zévaès, au nom de la Commission des Mines, concluant à la nationalisation des mines. Le rapport fut déposé sur le bureau de la Chambre le 1^{er} avril 1909, mais, pas plus que son interpellation, il ne fut jamais discuté.

C'est alors que, dans la séance du 26 octobre 1909, M. Zévaès posa une question et demanda au Gouvernement qu'il ne fût pas accordé de concessions de mines dans le bassin de Meurthe-et-Moselle tant que la loi de 1810 ne serait pas révisée. M. Millerand, alors Ministre des Travaux publics, répondit :

« Dans le seul bassin de Briey, trente demandes de mines de fer et huit de mines de houille sont en cours d'instruction ; trois d'entre elles ont été l'objet d'une instruction complète ; l'avis du Conseil général des Mines est favorable ; il n'y a plus qu'à transmettre les dossiers au Ministère du Travail et au Conseil d'Etat. Est-il possible, sans compromettre l'intérêt public, de retarder plus longtemps cette transmission ?

« Pour les demandes en concession de mines de houille, pour se convaincre de leur urgence et de l'impossibilité morale où sont le Gouvernement et, j'ose le dire, le Parlement d'opposer purement et simplement une fin de non-recevoir aux demandes de concessions, il suffit de jeter les yeux sur les statistiques de l'industrie minérale et de comparer les chiffres de la production et de la consommation de la houille dans notre pays. »

Et M. Millerand montrait que, de 1897 à 1907, le déficit entre les besoins de la consommation de la houille et les offres de la production était passé de 11 millions à 18 millions de tonnes, que nous étions obligés de prendre à l'étranger. Il y avait donc intérêt, disait-il, à combler ce déficit, qui était passé à 19.238.000 tonnes.

« Le Conseil général des Mines, ajoutait M. Millerand, saisi des demandes en concession formées dans le bassin de Briey, a émis l'avis qu'une prompt solution devait être donnée à ces demandes, dans l'intérêt général.

« En dehors de ces considérations d'ordre général qui, à elles seules, suffiraient à dicter l'attitude du Gouvernement, il y en a d'autres qui s'y ajoutent, tirées de la situation particulière de l'industrie métallurgique de l'Est, obligée d'ache-

ter une grande partie des cokes dont elle a besoin à ses concurrents directs, les métallurgistes de Westphalie, qui ont à la fois l'usine et la mine, ce que demande précisément l'industrie métallurgique de l'Est de la France et que, quant à moi, je ne me sens pas le droit de lui refuser : avoir, sur place, à sa porte, la houille dont elle a besoin.

« Nous ne pouvons pas renoncer à exploiter nos richesses minières ni priver notre industrie des produits qui lui manquent, qu'elle est tous les jours obligée d'acheter à l'étranger, et ce tant que nous n'aurons pas notre nouvelle législation minière.

« J'arrive à la difficulté. Il s'agit d'essayer de concilier les droits, les intérêts de la propriété nationale et les intérêts et de l'Etat et de la population ouvrière. Il faut faire tout de suite quelque chose de réel et de pratique. Mais quoi ? »

Et M. Millerand indiqua le moyen pratique d'arriver rapidement à une solution.

Le moyen pratique qu'il préconisait consistait à incorporer à la loi de finances, alors en discussion, les articles 17 et 18 du projet de loi déposé par le Gouvernement. Ces articles 17 et 18 formaient l'article 148 de la loi de finances, qui donna lieu, devant la Commission du Budget, à un débat très important. Mais ici, encore, se produisit un nouveau retard : lorsque l'article 148 de la loi de finances de 1910 fut appelé devant la Chambre, au mois de mars dernier, plusieurs députés, parmi lesquels M. Dron, M. Bouveri, M. Jaurès en demandèrent la disjonction.

On était à la veille des élections. Le budget était très en retard et il paraissait difficile d'instituer à cette heure tardive un débat complet sur la législation des mines. Une

motion fut déposée, tendant à ce que le Gouvernement prit l'engagement de ne donner aucune concession de mines tant que la loi de 1810 ne serait pas révisée, et M. Millerand répondait immédiatement à cette motion dans les termes suivants, d'une précision lumineuse :

« Je ne peux pas prendre, et aucun gouvernement ne peut prendre l'engagement d'ajourner l'application d'une loi organique telle que la loi de 1810 sur l'exploitation des mines. Il n'est pas possible que, sur une manifestation d'une des deux Chambres, une loi organique, telle que celle-là, soit non pas révisée, mais purement et simplement suspendue, de telle sorte que les intérêts économiques les plus considérables de ce pays se trouvent compris, mis en échec, sans qu'il soit même possible d'imaginer une autre manière de leur donner satisfaction.

« Je manquerais au premier de mes devoirs si je déclarais que le Gouvernement est décidé à suspendre l'application de la loi de 1810 ou de toute autre loi organique jusqu'au moment où une législation nouvelle aura été promulguée. »

L'article 148 fut disjoint. La législature prit fin. Les élections arrivèrent ; une nouvelle Chambre fut élue et, dès les premiers jours, M. Millerand, au nom du Gouvernement, déposait, le 30 juin 1910, un nouveau projet de loi modifiant le régime des mines, le projet qui avait été déposé par M. Barthou au mois de novembre 1908 étant devenu caduc.

Quatre jours après, M. Albert Thomas soulevait de nouveau la question, il en montrait toute l'importance au point de vue de la production nationale et il demandait que le Gouvernement ne profitât pas des vacances parlementaires

pour accorder des concessions. M. Millerand répondit alors — et c'est précisément sur ces déclarations que se basait l'ancien Ministre des Travaux publics, M. Puech, pour ne pas accorder de concessions — M. Millerand répondit à M. Albert Thomas, au cours de la séance du 4 juillet 1910 :

« Le Gouvernement a eu à se préoccuper de deux devoirs : le premier, la défense des intérêts économiques du pays et la mise en valeur de ses richesses naturelles, qui ne lui permet pas de laisser indéfiniment en suspens l'examen des demandes de concession ; le second, l'amélioration du régime minier, notamment au point de vue de la situation du personnel ouvrier qui y est employé.

« Le Gouvernement est tout prêt à demander à la Commission des Mines, dès qu'elle sera constituée, de détacher de la loi générale sur la revision de la de 1810 les articles 17 et 18 visant les classes ouvrières.

« Nous demanderons à la Chambre et au Sénat de sanctionner ces propositions.

« Si, comme je l'espère, les deux Chambres entrent dans ces vues, le Gouvernement sera très heureux d'attendre quelques mois, afin de permettre d'imposer aux demandeurs en concession la loi de 1810, modifiée sur ce point essentiel. »

Comme l'indiquait M. Millerand, la Commission des Mines fut invitée par le Gouvernement, le 12 juillet 1910, à étudier la question de la disjonction des articles 17 et 18. Mais, le 12 juillet, la Chambre étant à la veille de se séparer, le Président, M. Dron, se trouva dans l'impossibilité matérielle de convoquer la Commission et ce n'est qu'à la rentrée que la question de la disjonction put être examinée par la Commission des Mines.

Elle fut écartée, parce que la Chambre a pensé que, malgré tout, le problème général de la revision du régime minier s'imposerait à la Chambre et que la discussion des articles 17 et 18 chevaucherait sur tout l'ensemble de la loi ; elle a pensé qu'il valait mieux aborder le problème de front, l'examiner dans son ensemble. C'est pourquoi la Commission n'a pas proposé l'examen séparé des articles 17 et 18, préférant attendre le dépôt du rapport de M. Ajam.

Mais, pensant que la revision d'ensemble du régime des mines ne pourrait être abordée par la Chambre avant de longs mois, il n'était pas exagéré de dire, en 1911, que le problème de la revision du régime général des mines ne pourrait être résolu avant trois ou quatre ans.

M. Emmanuel Brousse, député, estima qu'il n'était pas possible d'attendre aussi longtemps, qu'une loi existante ne pouvait pas ne pas être appliquée, qu'on ne pouvait empêcher plus longtemps les industriels, qui ont consacré des capitaux importants à des recherches de gisements, d'obtenir la légitime récompense de leurs efforts.

Dans la séance du 17 mars 1911, il demanda des explications au Ministre des Travaux publics, en lui faisant remarquer que le nombre de demandes en concession en instance était considérable : il n'y en avait pas moins de 152 le 1^{er} décembre 1910 ; sur ce nombre, 88 étaient complètement instruites ; pour les 64 autres, l'instruction n'était pas terminée ; les services n'avaient aucun intérêt à activer cette instruction, puisque la question n'était pas résolue et que, jusqu'à présent, le Ministre s'était refusé à signer toute demande en concession.

M. Emmanuel Brousse terminait en demandant très net-

tement à M. le Ministre des Travaux publics, dont c'est un des rôles essentiels d'accorder des concessions de mines, quand il entendait donner suite aux demandes de concession dont il était saisi depuis décembre 1904.

Il lui demandait également de dire s'il entendait ou non appliquer la loi de 1810.

M. Charles Dumont, Ministre des Travaux publics, fit à peu près la même réponse que ses prédécesseurs, reconnaissant que la loi de 1810 devait être remaniée pour être mise au niveau des préoccupations sociales.

Il promit que, très prochainement, dans un des plus prochains Conseils des Ministres, M. le Ministre du Travail et lui poseraient la question des mines et formuleraient des propositions. « Le Gouvernement est d'ores et déjà décidé à prendre des décisions. Ces décisions, je les apporterai, disait-il, à la Commission des Mines, et alors chacun de nous prendra ses responsabilités. Telle est la déclaration que je tiens à faire aujourd'hui.

« Il ne tiendra qu'à la Commission des Mines, émanation de la Chambre, et à la Chambre elle-même que, dans quelques mois, les plus importantes des questions de principe à envisager soient résolues. »

Cette déclaration du Ministre ne parut pas suffisamment précise, plusieurs députés firent des observations ; mais la question en resta là.

Sans qu'un vote des Chambres ait été émis, aucune décision ne fut prise.

En conséquence, les concessions de mines suspendues depuis 1908 ne furent pas reprises.

CHAPITRE IV

NOUVELLE ÉVOLUTION DANS LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

I. — THÉORIE ET ATTITUDE NOUVELLES DU GOUVERNEMENT

A la fin de l'année 1911, le Gouvernement pensa qu'en instituant dans les concessions futures le régime du partage des bénéfices avec l'Etat, il se ferait pardonner son audace et que le parti socialiste laisserait passer des affaires qu'il n'aurait pu laisser passer sans cela. Mais c'étaient de pires illusions, M. A. Thomas ayant déclaré au Gouvernement que le lendemain du jour où paraîtrait le décret, avec ou sans conditions de partage des bénéfices avec l'Etat, il monterait à la tribune pour l'interpeller.

Voulant alors adoucir cette opposition, le Gouvernement mit en avant un nouveau système : celui qui reconnaîtrait en quelque sorte à l'Etat un droit d'inventeur, en vertu duquel l'Etat aurait droit soit à une somme donnée, soit à une part des bénéfices.

On s'empara de l'article 16 de la loi : « Le Gouvernement est juge des motifs ou considérations d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en

concession, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres. »

L'Administration pensait que, vu les travaux généraux de ses ingénieurs, la connaissance résultant de la carte géologique de la France, le Conseil d'Etat trouverait en faveur de l'Etat une espèce de droit d'invention générale. Quand il s'agirait de mines ouvertement connues, comme celles dont on parlait tout à l'heure, on exigerait 20 0/0 des bénéfices ; quand la connaissance du gisement résulterait, par exemple, d'un article ayant paru 50 ou 60 ans auparavant dans les *Annales des Ponts et Chaussées*, ou quand l'inventeur de la mine aurait eu la mauvaise fortune de faire des travaux dans une localité rappelant le mot « or », quand il aurait profité de travaux des Romains, on se contenterait de 10 à 12 0/0.

On avait déjà tiré argument de l'article 16 pour dire que l'Administration pouvait tenir compte des offres de concours plus ou moins spontanées, mais abandonnant ce qui avait été jusqu'alors le terrain où s'était placé le Conseil d'Etat, qui n'invoquait pas l'article 16, le Gouvernement alla plus loin et prétendit réclamer un droit de partage des bénéfices au profit de l'Etat considéré, comme inventeur. C'était absolument nouveau. On pensa qu'il y avait lieu de consulter le **Conseil général des Mines** sur cette affaire, qui était la concession d'Abbeville.

II. — LA CONCESSION D'ABBEVILLE

Mis en présence de l'avis, le Ministre des Travaux publics a reconnu qu'au cours de l'instruction, on ne s'était pas suffisamment préoccupé de l'application de l'article 16 de la loi de 1810. A ses yeux, pour cette concession, l'invention n'appartient que pour une faible part au futur concessionnaire ; l'Etat, au contraire, par les travaux de ses ingénieurs, a notablement contribué à la découverte des gisements et peut, en conséquence, réclamer à la Société des Aciéries de France une rémunération des avantages qu'elle lui a ainsi procurés.

Le rapporteur, après avoir étudié l'affaire, fit observer au Conseil général des Mines qu'il ne suffit pas de la déclaration d'un tiers pour donner à quelqu'un la qualité d'inventeur et que le Conseil général des Mines doit envisager la question au fond.

Si les travaux effectués par les ingénieurs de l'Etat dans la région en question constituent des droits ou des titres d'inventeur, il y aura à se demander si c'est bien l'Etat qui a droit à ce titre, car l'un des ingénieurs dont il s'agit (M. Rollin) était en congé, quand il s'est livré à ces études, et son travail a été fait pour être présenté à l'Académie des Sciences. Mais quand même il n'eut pas été en congé, en publiant un article aux *Annales*, l'auteur n'agit pas au nom de l'Etat, mais il conserve la propriété de ses articles.

M. le Président du Conseil général des Mines, M. Zeller, fit remarquer que les différentes observations faites se rat-

tachent à cette idée générale que tous les citoyens doivent bénéficier du fonctionnement des services publics, institués dans l'intérêt général du pays et passés à la collectivité, sans que l'Etat ait à réclamer une rémunération spéciale de la part de ceux qui en tirent personnellement tel ou tel avantage.

Dans cet ordre d'idées, l'instruction ministérielle du 3 août 1910 a défini le rôle de l'Administration des Mines.

Le Conseil général des Mines, à la suite d'observations formulées par beaucoup de ses membres et notamment par son Président, a pris la décision suivante :

« 1° Le Conseil est d'avis, au sujet de l'espèce qui invoque, au profit de l'Etat, le droit d'invention prévu au § 2 de l'article 16 de la loi, de se prononcer pour la négative. »

Deuxième question. — Le Conseil regarde-t-il comme acceptable en principe et comme un motif à invoquer en faveur de l'obtention de la concession, la convention intervenue entre l'Etat et la Société des Aciéries de France ? Le Conseil a répondu, à l'unanimité, affirmativement à cette seconde question. Le Conseil émet, à cette occasion, comme le Conseil d'Etat en 1900, le vœu de voir ce système régularisé par une disposition de loi permettant à l'Etat d'imposer aux futurs concessionnaires, dans des cas semblables, telle rémunération qu'il jugera convenable.

La concession d'Abbeville devant le Conseil d'Etat. — Lorsque le projet de décret portant concession de la mine d'Abbeville fut présenté par le Gouvernement à l'examen du Conseil d'Etat, il y avait dans cette affaire une disposition du décret qui prenait acte d'une clause par laquelle la Société d'Abbeville reconnaissait le droit d'invention de

l'Etat et, en vertu de cette reconnaissance, consentait un partage de bénéfices de 20 0/0.

A la première séance où elle fut appelée à délibérer, la Section des Travaux publics se récria ; elle avait bien admis, dans certaines modalités, que l'on pût prendre en considération des offres dont le personnel des mines bénéficierait, mais elle n'avait pas reconnu le droit d'invention de l'Etat. Elle ne voulut pas le consacrer, pas plus que ne l'avait fait le Conseil général des Mines.

Aussi cette affaire, si elle ne fut pas retirée, fut toutefois modifiée, afin de permettre à la Société en question de modifier sa demande, de ne plus faire allusion à la reconnaissance du droit d'invention de l'Etat et de n'offrir qu'une participation.

Dans la rédaction à laquelle la Section s'arrêta, il y avait ces mots : « ... offre de verser à l'Etat dans des conditions spécifiées... » Mais verser à l'Etat semblait bien indiquer le partage des bénéfices. Cette expression de « bénéfices » visait l'offre de participer à des travaux de recherches, d'amélioration des travaux des mines, et comme c'est au titre « fonds de concours » et qu'il fallait que cela entrât dans les caisses de l'Etat pour en ressortir avec l'affectation spéciale, la Section désira se servir de cette expression, mais elle n'avait pas le sens d'un véritable partage de bénéfices avec l'Etat. Le tiers recevait pour le compte d'autrui et non pas pour son compte.

Le projet de décret relatif à cette concession fut ensuite adopté sans discussion par le Conseil d'Etat et c'est ainsi que furent reprises les concessions de mines interrompues depuis 1908.

III. — NOUVELLES PROPOSITIONS FAITES

PAR LA SECTION DES TRAVAUX PUBLICS DU CONSEIL D'ÉTAT

Mais bientôt, à propos de l'examen de nouvelles affaires, la Section des Travaux publics constata qu'avec le précédent d'Abbeville on cherchait à faire dire au Conseil ce qu'il n'avait pas dit et que le Gouvernement voulait bel et bien instituer un partage de bénéfices avec l'Etat, qui n'avait jamais été accepté par la Section. Comme cette Assemblée avait, d'une part, le désir de ne pas créer de difficultés à l'Administration et qu'elle collaborait dans un esprit de très grande courtoisie et animé du plus grand désir de faciliter la tâche de l'Administration française, mais que, d'autre part, elle comprenait fort bien qu'elle s'écartait de la loi, elle suggéra au Directeur des Mines, représentant le Gouvernement auprès d'elle, l'idée de déposer un article additionnel à la loi de finances.

M. Augagneur, Ministre des Travaux publics, voulut bien admettre que le conseil était bon, puisqu'il déposait sur le bureau de la Chambre, pour être insérée dans la loi de finances de 1911, la motion suivante :

Motion proposée par le Gouvernement

« Art. 78 bis. — A titre provisoire et jusqu'à la promulgation d'une loi nouvelle sur le régime des mines, une partie qui ne sera pas supérieure au 1/4 des sommes perçues par l'Etat au titre des offres de participation aux bénéfices ou aux autres offres faites par les demandeurs en concession

de mines et acceptées par les actes de concession, sera inscrite en recette à un compte spécial à ouvrir dans les écritures du Trésor et qui sera intitulé : « Fonds affectés à des
« œuvres ou institutions établies en faveur des ouvriers
« mineurs ou de leurs familles et aux travaux, recherches,
« expériences et dépendances diverses du Service des
« Mines. »

« Ce compte comprend en dépense :

« 1° Le montant des sommes qui seront allouées, à titre de subvention, auxdites œuvres ou institutions et auxquelles sera appliquée la procédure usitée en matière de fonds de concours ;

« 2° Le montant des prélèvements qui seront opérés en vertu des lois annuelles de finances, en somme égale aux crédits ouverts à un chapitre spécial du budget des Travaux publics pour travaux, recherches, expériences et dépenses diverses du Service des Mines.

« Les subventions visées au présent article seront accordées par une Commission spéciale dont la composition et le fonctionnement seront réglés par décret concerté entre le Ministre des Travaux publics, le Ministre du Travail et le Ministre des Finances.

« Il sera publié, chaque année, à l'appui du budget des Travaux publics, un compte des opérations de recettes et de dépenses effectuées pendant l'année précédente ; ce compte donnera le détail des subventions accordées et la situation générale des intérêts en cours. »

Mais, dans une de ses séances ultérieures, la Section des Travaux publics fit observer au Directeur des Mines que cet article ne correspondait nullement au Conseil que lui avait

donné la Section, ne représentait pas la pensée de ses membres, attribuant jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$ les sommes à percevoir sur les concessionnaires à l'Etat, ne faisant jouer le fonds de concours pour les ouvriers que jusqu'à concurrence du $\frac{1}{4}$.

D'autre part, cette rédaction était un peu trop habile. Elle escamotait la difficulté et elle semblait faire reconnaître implicitement que le partage des bénéfices était une chose admise par tout le monde.

La nouveauté ne semblait apparaître que jusqu'à concurrence du quart affecté à des œuvres particulières établies en faveur des ouvriers mineurs ou de leurs familles, et aux travaux, recherches, expériences et dépenses diverses du Service des Mines. C'était là un principe que la Section n'avait pas voulu reconnaître.

Mais le Gouvernement était maître de ses décisions et si l'article en question avait passé à la Chambre, que ce fût plus ou moins habilement, le texte était voté et le Conseil d'Etat n'aurait eu qu'à s'incliner, mais en examinant deux courts extraits de la séance du 30 décembre 1911, on rencontrait dans la bouche de M. Augagneur une affirmation qui n'était certainement pas celle de la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat.

« J'ai donc obtenu, disait M. Augagneur devant la Chambre, de certains concessionnaires qu'ils attribuent à l'Etat une participation de leurs bénéfices. Le Conseil d'Etat a donné son adhésion à cette manière de voir.

« La situation se trouve donc être la suivante :

« Pour des cas d'espèce, toutes les fois que les concessionnaires auront accepté, par leurs demandes en concession, de

faire participer l'Etat à leurs bénéfices, les concessions seront définitivement accordées par décret. Il appartiendra au Conseil d'Etat d'examiner la question toutes les fois que le Ministre du Travail l'en aura saisi, avant de prendre sa décision.

« Je ne vous propose aucune modification à la loi existante ; j'aurais cru manquer de déférence envers la Chambre en lui demandant de modifier, par la loi de finances, une loi dont la Commission des Mines étudie les modifications.

« Mais nous avons trouvé le moyen de réaliser pour certains cas, et ce n'est que de ceux-là que je parle, la participation de l'Etat en faisant application de la loi de 1810.

« Que va-t-il en résulter ? C'est que certaines sommes soient mises à la disposition de l'Etat à titre de participation dans les bénéfices des exploitations minières. L'article que je proposais d'inscrire dans la loi de finances ne comportait que la régularisation de cette recette et l'imputation de la dépense correspondante.

« Ce que je vous demande n'est pas une modification de loi sur les mines, n'engage en rien l'avenir et ne change rien au point de vue légal.

« Si je concède sans obtenir des concessionnaires la participation de l'Etat dans les bénéfices, je m'expose aux reproches justifiés de la grande majorité de cette Chambre qui veut avec raison assurer à l'Etat cette participation.

« La nécessité d'accorder des concessions de mines est incontestable. Mais je vous demande d'avoir assez conscience de la situation actuelle pour accepter nos propositions puisque, sans déroger à la loi de 1810, nous assurons la participation de l'Etat aux bénéfices.

« La situation est très claire. Vous voulez, Messieurs de l'extrême-gauche, que je ne donne aucune concession minière avant la loi prochaine ; vous voulez, Messieurs de la droite, qu'il ne soit pas accordé des concessions minières dans lesquelles l'Etat ait une participation.

« Eh bien ! je ne suis d'accord ni avec les uns, ni avec les autres. Ce que je cherche, c'est assurer à ce pays le moyen d'exploiter ses richesses naturelles tout en donnant satisfaction aux vœux légitimes exprimés par la Chambre en faveur de la participation de l'Etat aux bénéfices, et sous ma responsabilité de Ministre des Travaux publics, je déclare que, tant qu'une loi nouvelle ne sera pas intervenue, je donnerai des concessions toutes les fois que j'aurai pu assurer cette participation de l'Etat aux bénéfices.

« J'applique la loi de 1810 et j'ai pour moi une décision du Conseil d'Etat. »

C'était une erreur, il n'y avait pas eu de décision du Conseil d'Etat.

A la suite d'une semblable déclaration du Ministre des Travaux publics, rien ne fut voté et la question demeura entière.

IV. — L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CONSEIL D'ÉTAT

DANS SA SÉANCE DU 21 MARS 1912

Deux mois après cette séance, le Conseil d'Etat se trouva alors saisi de quatre projets de concessions de mines :

1^o Concession à la Société des Mines de Beaune des mines

de mispickel, dans les communes de Beaune et Rilhac-Rançon (Haute-Vienne);

2° Concession à la Société des Mines de l'Aurieras des mines de mispickel, dans les communes de Saint-Yrieix, La Roche-l'Abeille (Haute-Vienne) ;

3° Concession à la Société anonyme des Usines métallurgiques de la Basse-Loire des mines de fer de Fillières, Serrouville et autres (Meurthe-et-Moselle) ;

4° Concession à la Compagnie des Mines de houille de Bert et Montcombrone des mines de houille comprises dans les communes de Bert, Sorbier et Montcombrone (Allier).

Plusieurs membres de la Haute Assemblée, qui avaient toléré les offres de concours en attendant qu'une nouvelle législation intervint, ne la voyant pas sortir, commençaient à trouver que ces offres de concours n'étaient pas du tout spontanées, que c'était en quelque sorte le couteau mis sous la gorge des concessionnaires, auxquels on se refusait à concéder quoi que ce soit s'ils ne faisaient pas une de ces offres dites spontanées ; aussi étaient-ils effrayés de ces tractations, de ces adjudications ultra-restreintes où les concurrents ne sont ni appelés, ni entendus, où ils ne peuvent pas formuler d'offres supérieures. Il n'était pas impossible de concevoir qu'un jour leurs réclamations pourraient être soumises au Conseil d'Etat statuant au Contentieux et peut-être bien accueillies.

Cette opinion n'était que le reflet de l'avis déjà exprimé par la Section ; elle fut soutenue, notamment par le Président de la Section des Travaux publics, qui insistait encore pour que le Conseil s'en tint aux précédents et ne consacra

ni directement, ni indirectement, le principe du partage des bénéfices avec l'Etat comme inventeur.

En même temps, le Président de la Section des Travaux publics rappelait à ses collègues que la Section des Travaux publics, pour bien marquer que ce n'était qu'à titre exceptionnel qu'on proposait, pour certaines affaires, cette offre de concours, avait demandé au Gouvernement de comprendre également un projet de concession ne comportant pas d'offre de concours.

Le Gouvernement y consentit, mais par la bouche de son représentant, **il fit savoir que les trois dossiers dans lesquels il y avait des participations aux bénéfices, des offres de concours, verraient le jour avant l'interpellation annoncée à la Chambre, mais que le quatrième, en quelque sorte le rachat des autres, ne le verrait qu'après cette interpellation si elle tournait bien et que, au cours de l'interpellation, le Gouvernement se réservait le droit de délivrer des concessions sans participation aux bénéfices ni offres de concours.**

Ainsi le Conseil d'Etat était appelé à délibérer sur quatre affaires qui formaient un bloc, mais ce bloc serait disjoint au *Journal Officiel* et ce n'est qu'au cas où l'interpellation tournerait bien que la quatrième affaire serait publiée.

D'autres membres de la Haute Assemblée, au contraire, entraient davantage dans les vues du Gouvernement et, parmi eux, le rapporteur des quatre projets de décret de concessions, qui fit observer qu'on se trouvait dans ce dilemme : ou bien demander une législation qui donnât satisfaction au désir de ne pas faire le don gratuit de choses dont la connaissance n'est pas due au génie ou aux dépenses de capitalistes, ou bien appliquer purement et simplement

la distribution gratuite des concessions. D'après lui, ce dernier procédé était le plus conforme à la législation de 1810 et, par conséquent, celui qui devait être légalement appliqué.

Mais il faisait remarquer que les demandes non examinées étaient de plus en plus nombreuses, que les richesses du sous-sol restaient inexploitées, que l'industrie ne progressait pas, que le travail des ouvriers était entravé et que le Gouvernement ne croyait pas pouvoir, dans la situation spéciale où le mettait le Parlement, reprendre le régime des concessions gratuites. D'autre part, non seulement lui-même, mais beaucoup de ses collègues doutaient de voir aboutir au Parlement une législation raisonnable. Etant donné qu'il fallait arriver à une solution, le Conseil d'Etat ne pouvait pas imposer aux concessionnaires une participation de l'Etat aux bénéfices, mais il pouvait accepter les propositions qui étaient faites à l'Etat en en prenant acte.

Si le Gouvernement ne croyait pas pouvoir passer outre à l'interdit par des concessions gratuites, s'il se croyait dans l'obligation de donner des concessions accompagnées d'offres de concours, c'était une solution meilleure que de laisser les affaires en suspens.

Les membres les plus éminents de la Haute Assemblée ayant fait connaître leur opinion sur cette question, M. Alfred Picard, prenant à son tour la parole, présenta les observations suivantes, que nous croyons devoir reproduire en raison de sa haute autorité dans cette matière.

Avis de M. le Président Picard

« Nous nous trouvons, dit-il, en présence d'une loi qu'on doit appliquer. Le principe de la gratuité est le système de la loi qui doit sortir intact de la discussion.

« Un autre principe que personne n'admettra dans le sein de l'Assemblée, c'est qu'un droit d'invention soit acquis au profit de l'Etat par le fait que les ingénieurs de l'Etat se sont livrés, dans l'exercice de leurs fonctions normales, à des études ou ont écrit des mémoires insérés gratuitement dans les *Annales des Mines* pour être mis à la disposition du public. Il est inadmissible que l'Etat en tire parti pour se considérer lui-même comme inventeur.

« On a, du reste, donné un argument excellent pour repousser ce prétendu droit d'invention. On verrait donc, si on admettait la thèse de l'Etat inventeur, arbitrer lui-même, en tant que juge, la somme qu'il s'attribuerait. Cette seule considération doit faire disparaître toute idée de droit d'invention au profit de l'Etat.

« Ceci dit, en l'espèce, la Section s'est bornée à suivre le précédent de la concession de mines d'Abbeville et l'avis donné par le Conseil d'Etat. On a été, il est vrai, un peu plus loin qu'en 1900. On avait alors accepté des offres de concours destinées à accomplir une œuvre utile aux mines elles-mêmes. Pour Abbeville et les concessions ultérieures, on a stipulé d'une part des bénéfices. Nous ne pouvons pas exiger, ce serait contraire à la loi, mais nous pouvons accepter des offres de concours qui, sans servir aux mines elles-mêmes, entrent dans une sorte de fonds commun destiné à des œu-

vres intéressant l'ensemble de l'exploitation minière, et, particulièrement, de l'exploitation des mines que nous avons concédées.

« Nous avons ainsi indiqué à l'Administration la formule à établir, posée dans des lettres servant de base au projet. Les offres de concours seraient affectées à deux catégories de dépenses : celles résultant des travaux des ingénieurs pouvant contribuer aux recherches minières et celles résultant des œuvres relatives à l'amélioration du sort des ouvriers mineurs. Mais nous avons indiqué ne pas vouloir qu'il soit dit qu'à partir d'aujourd'hui on ne ferait plus de concessions que sous cette condition ; nous aurions changé la loi si nous l'avions fait. Nous avons demandé à l'Administration de faire régulariser la situation par un article de la loi de finances ; on vous a indiqué pourquoi cet expédient n'avait pu aboutir.

« Nous avons dit aussi à l'Administration, justement à cause de cela : « Nous ne porterons pas les décrets de concession portant participation de l'Etat aux bénéfices à l'Assemblée générale, tant que, pour rompre la série, vous n'y joindrez pas au moins un décret comportant la concession gratuite. »

« Maintenant, on vient de nous faire part d'un fait que je ne connaissais pas : M. le Commissaire du Gouvernement nous fait une communication inquiétante, en nous disant que le Gouvernement a l'intention de disjoindre les projets, de faire passer les trois premiers, comportant les concessions à titre onéreux, et d'ajourner le quatrième, qui comporte la concession gratuite, après l'interpellation, afin d'obtenir implicitement ou explicitement la sanction de la Cham-

bre. Mais ce que fera le Gouvernement ne nous regarde pas. Nous avons dégagé notre responsabilité en refusant de porter à l'Assemblée générale uniquement des affaires comportant des offres de concours. Le Gouvernement fera ce qu'il voudra, il publiera un dossier ou deux, ou trois ou quatre, sous sa responsabilité. Cela ne nous regarde pas.

« A présent, je voudrais tirer de ce débat une moralité que nous ne pouvons pas consigner dans une note, mais que M. le représentant du Gouvernement est là pour entendre. Je voudrais supplier le Gouvernement de faire une nouvelle tentative auprès de la Chambre pour régulariser la situation par voie législative. Il faut sortir de cette situation. Nous marchons d'expédient en expédient. On nous a proposé successivement deux formules. On va nous en proposer probablement une troisième, et peu à peu nous sommes pris dans l'engrenage.

« L'Administration, dans son intérêt même, pour ne pas se heurter à des objections insurmontables du Conseil d'Etat, doit faire, quand elle le pourra, un effort auprès des Chambres, non pas pour obtenir le vote du projet de loi nouveau sur les mines, qui ne sera peut-être pas voté avant dix ans, mais le vote d'un ou deux articles dans une loi de finances **quelconque**, pour régler la situation au point de vue des offres de concours. »

Tous les membres de la Haute Assemblée se rallièrent à l'opinion exprimée par M. le Président Picard et les quatre décrets furent adoptés par le Conseil d'Etat.

Quelques jours après les trois premiers décrets, c'est-à-dire ceux où les concessionnaires faisaient une offre de concours à l'Etat, paraissaient au *Journal Officiel*; un mois plus

tard, la quatrième concession, entièrement gratuite, paraissait également à l'*Officiel*.

Le Gouvernement n'avait pas osé aller à l'encontre des observations qui avaient été présentées à son représentant devant la Haute Assemblée.

V. — CONCLUSION

Cependant, malgré la subtilité employée par le Conseil d'Etat et les raisons invoquées par cette Haute Assemblée pour se justifier de ses complaisances envers le Gouvernement, il n'en était pas moins vrai que la loi de 1810 était violée.

Par un détour habile, on en était arrivé en définitive au système de la mine à l'encan, puisqu'entre deux solliciteurs, on était et on serait tenté de préférer naturellement celui qui ferait les « offres de concours » les plus avantageuses.

Au surplus, il n'était pas sérieux de parler d'offres de concours, lorsqu'on ne spécifiait pas à quelle entreprise ce concours était promis.

Il y a lieu de remarquer encore que les propositions ainsi faites n'entraient pas dans les produits divers du budget.

En pratique, on les a affectées contractuellement pour moitié à des études et travaux connexes intéressant l'industrie minière en France et pour moitié à des institutions d'assistance et de prévoyance au profit des ouvriers mineurs et de leurs familles.

Jusqu'au mois de juin 1914, cette manière de procéder a été appliquée à 31 concessions.

L'Administration des Mines elle-même avait conscience de l'illégalité commise et ne se faisait pas d'illusion sur la valeur juridique du procédé, qui ne résisterait pas évidemment à un examen confié à l'Assemblée du Contentieux du Conseil d'Etat, qu'on sait assez indépendant du Conseil administratif. Les concessions ainsi faites n'auraient donc pas manqué d'être annulées si quelque intéressé, un concurrent évincé par exemple, avait déféré l'opération au Conseil d'Etat comme étant entachée de détournement de pouvoir.

Si les industriels ne protestèrent pas plus énergiquement et n'attaquèrent pas immédiatement ces actes illégaux de l'Administration, c'est qu'ils redoutaient par-dessus tout l'ingérence dans ces matières délicates d'une Chambre des Députés incompétente, aveuglément passionnée et plus soucieuse des intérêts électoraux que de l'intérêt public.

Malgré ce qu'il y avait de fondé dans ces craintes, il suffit, pour réfuter cette objection, de citer le mot de M. Berthelemy : « Tout plutôt que l'arbitraire administratif ! »

Cette situation ne pouvait donc pas durer. Il était urgent de réformer la loi de 1810 et de légaliser le nouveau régime dans ce qu'il avait de raisonnable. C'est ce que comprit le Parlement, au cours de la guerre, en votant la loi de 1919, qui va faire l'objet de la seconde partie de la présente étude.

CHAPITRE V

LE RÉGIME DES CESSIONS DE CONCESSIONS

I. — LA PROPOSITION ALBERT THOMAS

Si le Parlement fut tant hésitant à voter une loi ayant pour but de reviser la loi de 1810, il consentit cependant assez facilement à introduire et à voter dans la loi sur le budget de 1911 l'article suivant :

« Les mutations de propriété à titre onéreux et les amodiations de concessions minières par acte entre vifs ne peuvent être effectuées que si elles ont été autorisées par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat.

« Tous actes faits en violation des dispositions du présent article sont nuls et de nul effet et peuvent donner lieu au retrait de la concession. »

Nous avons vu que la loi du 21 avril 1810, qui reconnaît au Gouvernement le droit de concéder les gisements miniers, prévoyait que l'autorité administrative devait s'entourer de tous renseignements utiles et qu'elle devait s'efforcer de déterminer, parmi les divers demandeurs en concession, celui qui présentait le plus de garanties au point de vue des intérêts généraux, notamment celui qui offrait le plus de

garanties techniques ou financières pour la bonne exploitation de la mine ; mais, après avoir ainsi entouré l'institution de la propriété minière d'un certain nombre de précautions, le législateur avait consacré le principe, par son silence, de la liberté absolue de la cession des mines, sans aucune restriction ni obligation. Le concessionnaire avait la faculté, dès le lendemain de son institution, de céder la propriété de sa mine à des tiers qui pouvaient ne pas offrir des garanties suffisantes, et la loi ne faisait pas obstacle à ce que la personne écartée par l'Administration acquit ainsi la mine. Frappée des inconvénients résultant de cette lacune, l'Administration avait proposé d'entourer les cessions de mines de garanties équivalentes à celles qui entouraient l'autorisation de concession, et le projet, déposé par le Gouvernement en 1908, contenait un article 33 portant que les autorisations de cessions de mines devaient être données par décret, sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Mais, d'une part, ce projet n'étant pas venu en discussion devant la Chambre et, d'autre part, l'attention de l'opinion publique ayant été appelée sur des concessions de mines à des industries allemandes, M. Albert Thomas, député, proposa de disjoindre l'article 33 du projet et de l'introduire dans la loi de finances de 1911.

II. — LE VOTE DE L'ARTICLE 138 DE LA LOI DE FINANCES

DU 11 JUILLET 1911.

Cette proposition fut votée par le Parlement le 15 avril 1911 et devint l'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911.

Deux motifs principaux guidaient le Parlement et le Gouvernement dans cet article :

D'une part, le désir d'écarter les étrangers comme concessionnaires de nombreux gisements et, d'autre part, d'empêcher qu'une personne écartée lors de la conversion primitive, pour insuffisance de garanties techniques ou financières, acquit l'exploitation du gisement par suite de la liberté de cession.

La lecture de quelques extraits des travaux préparatoires mettra en lumière cette double préoccupation du Gouvernement et du Parlement.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi sur le régime général des mines, le Gouvernement, après avoir indiqué la lacune, justifiait la disposition de l'article 33 en montrant qu'il était nécessaire, aujourd'hui, de revenir à l'esprit de la loi de 1810. Toute cession et amodiation, sous l'autorité du Gouvernement, équivalant à la cession même de la propriété, on n'a pas à redouter que l'Administration soit entraînée à donner une concession aux conditions de la cession. Son examen et son appréciation porteront plus sur les personnes que sur les choses. Il n'est pas mauvais qu'elle exerce un certain contrôle dont la seule éventualité suffira pour qu'on n'ose pas présenter de pareilles spéculations.

Lors du dépôt de sa proposition, M. Thomas la justifiait en disant :

« Je soutiens que cette réforme ne peut attendre, Sans céder aux entraînements d'un patriotisme étroit, on peut soutenir que notre situation industrielle et financière réclame toute notre attention sur divers points du territoire, dans des régions où gisent des richesses minières considérables.

« Les hommes les plus ardents à vouloir exploiter nos richesses sont des étrangers.

« Dans le bassin de Normandie, c'est M. Thyssen qui est déjà en ce moment, sous des prête-noms, le véritable propriétaire de trois grandes concessions de mines de fer : concession de Soumont, concession de Perrières, concession de Diélette.

« Il y a mieux... ou pis. Dans le riche bassin de Meurthe-et-Moselle, dans le bassin de Longwy et Briey, les relevés que j'ai faits sur les annuaires financiers m'ont permis d'établir la participation des éléments étrangers, allemands, belges ou luxembourgeois.

« Sur soixante-sept concessions situées dans le bassin de Longwy-Briey, dix appartiennent en totalité à des usines étrangères, huit à des usines étrangères jusqu'à concurrence de 67 à 80 0/0, trois appartiennent à des usines étrangères jusqu'à concurrence de 50 0/0, quatre enfin appartiennent à des usines étrangères dans la proportion de 25 à 40 0/0.

« Et si l'on répartit pour ainsi dire géographiquement, topographiquement, la participation des usines étrangères, ce sont, dans notre bassin minier de l'Est, 11.740 hectares de terrains concédés qui sont actuellement la propriété de

Sociétés étrangères, soit 27,33 0/0 de l'ensemble du bassin.

« Et c'est là certainement la participation minimum, puisque les relevés que nous avons faits portent sur les Sociétés au moment de l'achat de la concession, et que, depuis lors, les actions d'apport créées pour les concessionnaires primitifs peuvent fort bien avoir été rachetées par ceux-là mêmes qui sont devenus les propriétaires actuels de la mine. »

Le Ministre des Travaux publics s'associa à la proposition de M. Albert Thomas en disant que la pensée que M. Albert Thomas exprimait tout à l'heure, il tenait à l'exprimer lui-même au nom du Gouvernement, qu'il ne s'agissait ni d'un patriotisme mesquin, ni d'une certaine prohibition à apporter à l'industrie étrangère. Il ajoutait que la paix du monde se prépare par la pénétration des intérêts économiques, mais que nous voulions avoir un droit de regard sur les contrats passés. Nous voulons savoir, par exemple, dans quelle mesure sont perçus les impôts dus à l'Etat, comme l'a fait la Suède à propos des mines de Laponie, étudier dans quelle mesure l'exportation des mines de fer sert la cause de l'intérêt général et dans quelle mesure elle peut la desservir. En proposant et en votant l'article 138, c'est l'intérêt de l'Etat seul que le Gouvernement et le législateur avaient en vue : l'intérêt national et l'intérêt financier. Il n'a pas été question, dans ces travaux ni dans la discussion, de l'intérêt des particuliers et spécialement de l'intérêt des détenteurs d'actions de mines.

Et pourtant cette théorie a été soutenue par l'Administration sept mois après le vote de la loi, dans une circulaire du 21 février 1912, conçue en ces termes :

III. — LA CIRCULAIRE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

DU 21 FÉVRIER 1912

Paris, le 21 février 1912.

1. — La loi de finances du 13 juillet 1911 contient un article 138 ainsi conçu :

« Les mutations de propriété, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, et les amodiations de concessions minières, par actes entre vifs, ne peuvent être effectuées que si elles ont été autorisées par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Tous actes faits en violation des dispositions du présent article sont nuls et de nul effet et peuvent donner lieu au retrait de la concession. Le retrait de la concession fera l'objet d'un décret rendu en Conseil d'Etat. »

La présente circulaire a pour objet de tracer les premières règles à suivre par l'Administration pour l'exécution de ces dispositions nouvelles, si différentes de celles de l'article 7 de la loi du 21 avril 1810. Ce qui suit n'aura trait qu'aux circonstances d'application les plus ordinaires et les plus simples ; dans les cas spéciaux où des difficultés se présenteraient, vous voudriez bien m'en référer et je vous donnerais telles instructions que comporteraient les particularités de l'espèce et la jurisprudence.

2. — Il convient tout d'abord de noter que, dans le texte de l'article 138, les mots « par actes entre vifs » se rapportent à l'ensemble des cessions envisagées, notamment aux mutations de propriétés, et non pas seulement aux amodia-

tions qui, si elles avaient été seules visées, n'auraient pas nécessité ce complément. En conséquence, les acquisitions de propriété par succession ou par donation testamentaire ne donnent pas lieu à application de l'article 138.

3. — La loi n'ayant point d'effet rétroactif, mais, d'autre part, le texte de l'article 138 n'ayant stipulé aucun délai d'application, les seules amodiations ou mutations de propriété par actes entre vifs qui demeurent exemptes de l'autorisation sont celles valablement effectuées antérieurement au 13 juillet 1911.

Un cas particulier à noter est celui où l'acte, signé antérieurement au 13 juillet 1911, aurait pour effet une réunion de concessions ; la validité d'un tel acte est subordonnée à l'autorisation de réunion exigée par le décret du 23 octobre 1852 ; si donc, à la date du 13 juillet 1911, cette autorisation de réunion n'était pas encore intervenue, la cession ou l'amodiation devrait être considérée comme non valablement effectuée à cette date et tomberait sous l'application de l'article 138.

Quant aux actes dont la conclusion est postérieure à cette date, ils n'ont pu être valablement conclus que sous condition suspensive, et l'article 138 leur est applicable.

4. — La demande en autorisation doit émaner de celui qui deviendra, en vertu de l'acte, propriétaire ou locataire de la mine. Les justifications à produire résultent du caractère même de la mesure législative qui nous occupe, dont le but a été, ainsi qu'en témoignent les débats parlementaires, de permettre au Gouvernement de s'assurer que le fait de la cession ou de l'amodiation ne compromettra ni les intérêts financiers de l'État, ni un intérêt national.

En conséquence, il y a lieu d'exiger, en ce qui concerne la personnalité du demandeur, la production de renseignements identiques à ceux prévus au n° 4 de la circulaire du 31 octobre 1898, relative à l'instruction des demandes en concession. Il y a lieu également de requérir la production des mêmes justifications de facultés pécuniaires que s'il s'agissait d'un demandeur en concession, conformément aux instructions données sur ce point au n° 9 de la circulaire du 31 octobre 1898.

5. — L'Etat n'a pas à s'immiscer dans les clauses et conditions du contrat. L'acte entre vifs, d'où résulte la mutation de propriété ou l'amodiation, doit demeurer un acte privé, n'engageant d'autre responsabilité que celle des parties intéressées, et il importe de toujours lui laisser pleinement ce caractère.

Il est cependant nécessaire que la teneur de l'acte soit communiquée à l'Administration par le demandeur, parce que, dans certains cas, l'Administration pourrait se trouver en présence d'une tractation abusive ou frauduleuse, dont la mise à exécution compromettrait soit l'intérêt du fisc, soit l'intérêt public lié à l'utilisation de la mine.

6. — L'Administration n'a pas à exiger des intéressés la preuve que les créanciers de tout ordre, hypothécaires ou autres, acceptent la mutation de la propriété ou l'amodiation. Les droits des créanciers ne sont pas modifiés par l'intervention de l'autorisation administrative. Les hypothèques, s'il en existe, constituent les charges réelles qui suivent la propriété, en quelques mains qu'elle passe.

7. — La demande peut être présentée soit pour un acte de vente, de cession ou d'amodiation d'ores et déjà conclu entre

les parties sous condition suspensive, soit, dans certains cas, pour un projet d'acte. Cette seconde forme de demande ne paraît toutefois admissible que lorsque l'acquéreur est une Société en formation ; en ce cas, il conviendra de stipuler, dans le texte du projet de décret, que l'autorisation serait nulle et non avenue si, dans un délai spécifié, la Société n'était pas définitivement constituée, ou si ses Statuts n'étaient pas exactement conformes, dans toutes leurs clauses essentielles, au projet de Statuts produit lors de l'instruction de la demande.

8. — L'autorisation, ne portant que sur le fait même du changement de propriété de détenteur, ne saurait avoir pour effet de modifier la chose vendue ou cédée. Il pourra seulement se présenter des cas où il y aura à viser certaines charges existantes, à assurer le maintien, notamment, d'une mine dont le décret de concession eût visé certains engagements pris envers l'Etat par le concessionnaire ; en cas de transfert à un propriétaire nouveau, le décret autorisant la mutation aurait à spécifier que l'exécution de ces engagements incombera au nouveau propriétaire.

9. — De même que le Gouvernement n'a aucune responsabilité à assumer quant aux clauses et conditions de l'acte, qu'il n'examine qu'au seul point de l'intérêt public, de même il n'a, sous aucune forme ni à aucun degré, à en garantir l'exécution.

En cas de rescision du contrat, l'autorisation intervenue tomberait purement et simplement comme devenue sans objet. Si cette éventualité se présentait, il importerait que mon Administration en fut informée, aussitôt que possible, par les soins du Service des Mines.

10. — Il pourrait, en certaines circonstances, y avoir hésitation sur la question de savoir si l'on se trouve ou non en présence d'une mutation de propriété.

Il y a certainement mutation lorsqu'une mine, concédée à un ou plusieurs particuliers en noms, est cédée ou apportée par eux à une Société ou lorsqu'une mine appartenant à une Société passe aux mains d'une autre Société qui absorbe la première.

Si, au contraire, une Société, propriétaire d'une mine, modifie seulement ses Statuts, elle n'en demeure pas moins la même Société, et il n'y a pas lieu à autorisation.

De même, il est évident que, lorsqu'une mine appartient à une Société par actions, les négociations, ventes et achats dont les actions sont l'objet ne changent pas l'identité de la Société et ne sauraient donner lieu à l'application de l'article 138.

11. — Lorsqu'une question de mutation de propriété sera liée à une demande en réunion ou en fusion de concession, il conviendra de conduire l'instruction des deux affaires connexes, de manière qu'il puisse être statué sur le tout par un même décret.

12. — Les conséquences d'un changement de possesseur ou d'exploitant, en ce qui touche l'exercice des droits de l'Etat et notamment le calcul des redevances fixe et proportionnelle, sont exactement les mêmes, que ce changement soit entièrement libre comme l'avait prévu la loi de 1810, ou qu'il soit subordonné à une autorisation du Gouvernement. Par conséquent, je n'ai pas à vous donner, en raison de la mise en vigueur de l'article 138, d'instructions nouvelles à ce sujet.

13. — Je vous prie d'inviter l'Ingénieur en chef des Mines de votre département à vous rendre un compte immédiat de tous les faits qui lui paraîtraient constituer une infraction à l'article 138. Vous voudrez bien me donner connaissance de ces faits et je prendrai ou provoquerai, à mon tour, telles mesures que de droit.

Veillez m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse ampliation à MM. les Ingénieurs en chef des Mines.

JEAN DUPUY.

Il résulte de cette circulaire, qui interprète la pensée de l'Administration, que c'est la seule personne du concessionnaire qui doit être examinée lorsqu'on est saisi d'une demande en autorisation de cession de propriété de concession minière. Il en résulte aussi que l'Etat ne saurait encourir aucune responsabilité quant aux clauses et conditions de l'acte de cession.

Cette thèse est affirmée dans un avis récent du Conseil général des Mines du 2 novembre 1912. Il s'agissait d'autoriser la cession de la concession de Cheylat. Le Conseil a rejeté la demande d'autorisation de la cession, parce que la Société n'était pas constituée. Il résultait du rapport des ingénieurs que les apports étaient peut-être exagérés en l'espèce, et le Conseil général des Mines constata dans son avis qu'une pareille évaluation des apports éventuels paraissait passablement exagérée.

On doit admettre que l'article 138 a eu pour objet de défendre les intérêts de l'Etat et non pas ceux des souscripteurs d'actions. L'évaluation de la valeur des apports a dû

être faite par les intéressés eux-mêmes et l'intervention de l'Administration serait contraire à l'esprit de la loi.

De tous ces documents, il résulte que l'Etat n'a pas à intervenir, en principe, dans les questions d'apports en matière de cessions de propriétés de mines.

L'intervention de l'Administration serait possible si on se trouvait en présence d'attestations nettement mensongères ou d'évaluations d'apports tellement exagérées qu'on pourrait présumer qu'il existe une véritable tentative de fraude. Mais ce sont là des faits relevant de la personne même du demandeur qui nécessitent l'intervention de l'Administration. Les souscripteurs d'actions n'auront-ils donc aucune garantie contre l'exagération des apports ? Il n'en est rien, mais ces garanties, ils ne les trouveront pas dans l'autorisation accordée en vertu de la loi de 1911, mais dans la législation générale sur les Sociétés et les formalités constitutives de ces Sociétés.

Avant la loi du 17 juillet 1856, les souscripteurs d'actions étaient considérés comme adhérant, par le fait même de leur souscription, à l'évaluation des apports. Le législateur de 1856 a cherché à remédier aux fraudes auxquelles donnaient lieu les apports en nature, et la loi du 24 juillet 1867 a repris le système de 1856, qui subordonnait l'évaluation des apports au vote de l'Assemblée générale des actionnaires.

En outre, le législateur de 1867 a ajouté un certain nombre de précautions spéciales et accessoires : une première Assemblée générale des actionnaires devra prendre connaissance des apports ; elle autorise la vérification de ceux-ci et nomme un Commissaire chargé de faire un rapport ; la seconde Assemblée générale, qui doit examiner ces apports,

ne pourra statuer qu'après avoir pris connaissance du rapport imprimé qui devra être mis à la disposition de ses membres cinq jours au moins avant sa réunion.

Les actionnaires ont le droit de vote, chacun ayant une voix, la délibération devra être prise par la moitié plus un des membres présents. La majorité devra comprendre le quart des souscripteurs ; les actions doivent représenter au moins le quart du capital en numéraire.

Toutes ces précautions prises, l'Assemblée générale statue sur le rapport du Commissaire aux apports et approuve les rémunérations qui sont accordées.

En outre de ces précautions, l'article 4 de la loi de 1867 réserve aux actionnaires trompés le droit d'agir à raison du tort dont ils ont été victimes. Enfin, conformément à l'article 1116 du Code civil, les actionnaires lésés pourront faire prononcer la nullité de la Société. Tout récemment, la loi du 1^{er} août 1893 est venue compléter ce réseau de garanties, en décidant que les actions d'apport ne pourront être négociées que deux ans après la constitution de la Société. Il en résulte donc que la question des apports est une affaire qui regarde exclusivement l'Assemblée générale des actionnaires. Décider autrement serait, comme le dit le Conseil général des Mines, revenir au régime de l'autorisation des Sociétés anonymes, régime abandonné par le législateur de 1867.

Il résulte de ces explications que tout ce que l'Etat a à vérifier, en matière de cession de mines, c'est que la Société soit régulièrement constituée, et c'est que toutes les formalités prescrites par la loi de 1867 aient été remplies.

En ce qui concerne la question des apports, le Conseil d'Etat doit s'assurer qu'une deuxième Assemblée générale a

bien statué sur les apports. Le décret qui intervient, sur avis conforme du Conseil d'Etat, pour autoriser la cession, ne saurait être regardé comme une approbation de l'autorisation de cession.

Il serait d'ailleurs difficile au Conseil d'Etat d'apprécier en pleine connaissance de cause la valeur vénale du gisement, et il serait contraire à l'équité de faire encourir de ce chef une responsabilité quelconque.

IV. — LE CONSEIL D'ÉTAT ET L'APPLICATION DE LA LOI

C'est pourquoi la Haute Assemblée, ayant été appelée à examiner un projet de décret autorisant la cession à la Compagnie minière lyonnaise, par la Société de recherches métallurgiques de Saint-Geniez, de la concession de mines de plomb, zinc, pyrite de fer, cuivre, argent et autres métaux connexes de Saint-Geniez-d'Olt (Aveyron), a estimé qu'il convenait de faire ressortir nettement cette opinion, afin qu'il n'y ait aucun doute à cet égard, soit dans l'esprit du public, soit dans celui du Gouvernement.

En conséquences, dans la séance du 8 janvier 1913, sur le rapport de M. Maurice Vel-Durand, le Conseil d'Etat adopta la note suivante, qui fut adressée à M. le Ministre des Travaux publics :

Note

Le Conseil d'Etat, tout en approuvant le projet de décret, croit devoir présenter les observations suivantes :

« Par le vote de l'article 138 de la loi de finances du 13

juillet 1911, qui subordonne les mutations de propriétés de concessions minières à la nécessité d'une autorisation accordée par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat, le législateur a entendu combler une lacune existant sous l'empire de la loi du 21 avril 1810. En effet, tandis que cette loi prévoyait que les concessions de mines devaient être accordées en tenant compte des aptitudes des divers demandeurs, elle permettait au contraire au concessionnaire, une fois investi, de transmettre librement la propriété de la mine à des tiers pouvant n'offrir aucune garantie pour sa bonne exploitation, ou pouvant même, à raison de leur nationalité, constituer, dans certains cas, une mainmise dangereuse sur les gisements miniers du pays.

« Mais si le législateur de 1911 a voulu remédier à cette situation, il n'a nullement entendu confier à l'Administration le soin d'apprécier la valeur vénale des mines cédées, ce qu'elle serait souvent dans l'impossibilité de faire, et de lui imposer ainsi, au regard du public et des tiers, une responsabilité qui ne lui appartient pas.

« Il importe, par suite, que l'autorisation de cession ne puisse jamais être invoquée, ainsi que cela s'est déjà produit, comme une approbation implicite des prix de vente ou de la valeur des apports.

« Ce sont des considérations analogues qui ont amené le Conseil d'Etat à ne pas autoriser les cessions de mines faites à des Sociétés en formation. Il a craint, en effet, que son autorisation ne fut présentée aux souscripteurs comme une ratification de la valeur économique de la mine et une approbation de sa valeur vénale.

« C'est pour ces raisons que le Conseil d'Etat a pensé qu'il

convenait d'ajouter au texte de l'article premier qui lui est soumis et d'inviter l'Administration à insérer dans l'article premier des décrets qui seront soumis à l'avenir la disposition suivante :

« Sans que cette autorisation implique aucune approba-
« tion des conditions financières de la cession ou préjuge de
« la valeur de la mine. »

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

I. — ORIGINES DE LA LOI

L'année 1914 arriva sans que, par suite de raisons diverses, les richesses du sous-sol de la France aient été mises en exploitation. Et pourtant le pays en eut bien besoin au cours des années 1914-15-16-17 et 18 ! En effet, au fur et à mesure que les hostilités se poursuivaient, les besoins croissants de combustible et de fer mettaient en lumière la nécessité de produire toujours plus de charbon et plus d'acier, et, par suite, l'obligation de tirer parti de toutes nos richesses minières.

En face de cette nécessité, une autre, non moins impérieuse, se dressait, c'était la situation financière créée par la guerre, à laquelle il était nécessaire de faire face par tous les moyens, et obligeant l'Etat à ne pas concéder à jamais des richesses importantes sans qu'une part de celles-ci lui soient attribuées.

Interpellation Cachin et Tissier (3 août 1917)

C'est cette double préoccupation qui conduisit encore MM. Cachin et Tissier, le 3 août 1917, à interpellier le Gouvernement sur un projet de concession de mines de sel

gemme et sur le maintien d'un monopole de fait des sels industriels, au détriment des usines de guerre et de la production nationale.

Répondant à la première de ces deux interpellations, M. Desplas, alors Ministre des Travaux publics, soutint une thèse intéressante qu'il a, du reste, appliquée dans la concession des mines de Méréville.

Pour lui, la loi de 1810 n'a pas été suffisamment connue; elle a été envisagée d'une façon trop étroite et la notion du concessionnaire n'a pas été assez étendue. L'Etat, d'après M. Desplas, doit être considéré comme le premier des concessionnaires possibles, cela en la personne de son domaine. Cette notion admise, il suffit ensuite à l'Administration des Domaines d'amodier la concession aux conditions qu'il lui plaît de fixer, sans qu'il y ait lieu d'invoquer et d'appliquer les stipulations de la loi de 1810.

C'est dans ces conditions que fut accordée la concession des mines de sel de Méréville.

M. Loucheur, Ministre de l'Armement, recevant un peu plus tard dans ses attributions le Service des Mines, fut d'un avis un peu différent de celui de M. Desplas.

Sans contester la légitimité de la procédure adoptée par son prédécesseur, il indiqua qu'elle lui paraissait difficile à généraliser et que, d'accord avec la Commission des Mines, il lui paraissait meilleur et plus net, par une réforme limitée à la suppression de la perpétuité et de la gratuité de la concession, de modifier la loi de 1810 sur quelques points spéciaux et précis.

*Création du premier Comité consultatif des Mines
et dépôt du projet de loi de 1919*

Il voulut même être très éclairé sur toutes les questions minières par un Comité consultatif des Mines comprenant, en outre de fonctionnaires dûment qualifiés, des industriels, des ouvriers et des membres du Parlement. Ce Comité fut créé par décret du 9 novembre 1917 et se mit immédiatement à élaborer le projet de loi, qui fut déposé, le 10 janvier 1918, par M. Loucheur, Ministre de l'Armement, et par M. Klotz, Ministre des Finances.

Le projet de loi fut renvoyé à la Commission des Mines et le rapporteur de ce projet, M. Léon Perrier, député de l'Isère, déposa son projet à la séance de la Chambre du 8 août 1918.

Ce projet fut discuté à la Chambre des Députés dans les séances des 5, 6, 12 décembre 1918 et adopté par cette Assemblée le 13 décembre 1918.

Envoyé au Sénat, il fit l'objet d'un rapport de M. Jenouvrier, déposé le 3 avril 1919 et adopté par cette Assemblée le 6 juin 1919.

Le projet ayant subi quelques modifications au Sénat, fut renvoyé à la Chambre des Députés, où il fit l'objet d'un nouveau rapport déposé par M. Perrier le 8 août 1919.

La loi fut votée le même mois et promulguée le 9 septembre 1919.

Elle a pour but de transformer le caractère des concessions de mines en les faisant passer en quelque sorte du type qu'on appelait autrefois le type « concession de mines » par excellence, au type « concession de travaux publics ».

En conservant à la mine le caractère de propriété privée, elle lui donne les caractères essentiels qu'on trouve, en effet, dans les concessions de travaux publics.

Le premier, c'est d'être temporaire, et le second, c'est de comporter l'association financière de l'Etat.

Cette loi, d'une manière générale, a spécifié que ne seraient plus accordées des concessions de mines que pour une durée limitée et avec participation aux bénéfices de l'Etat et du personnel.

Nous allons maintenant étudier successivement les principales dispositions que comporte cette loi.

II. — OBJET DE LA CONCESSION

Trois systèmes avaient été envisagés au cours de l'étude du projet :

Par le premier des systèmes possibles, tous les gisements non encore concédés auraient été réputés appartenir au domaine de l'Etat : la concession se fut entendue du droit d'exploiter, pendant un temps limité, un système limité.

Cette solution se conciliait mal avec les principes généraux de la loi de 1810, et notamment avec les droits reconnus aux propriétaires de la surface. Elle aurait provoqué très certainement de vives et longues controverses juridiques et, par là, remis en discussion toute notre législation minière.

Dans le seul but de limiter la réforme, et par là la discussion, cette solution fut repoussée.

Dans le deuxième système envisagé, toutes les concessions

eussent été accordées à l'Administration des Domaines et amodiées par celle-ci pour une durée limitée.

Cette solution a été adoptée pour la concession des mines de sel de Méréville, accordée par décret du 10 septembre 1917, mais elle fut repoussée ici. En effet, si le recours à l'intervention de l'Administration des Domaines a pu répondre à des nécessités particulières et a permis exceptionnellement d'instituer, sous le régime de la loi de 1810, des exploitations minières à titre onéreux et d'une durée limitée, il est hors de doute que cette solution n'est qu'un expédient heureux et que cette procédure ne saurait être généralisée sans risquer de surcharger grandement l'Administration des Domaines et sans exposer celle-ci à assumer une tâche qu'elle ne saurait que malaisément remplir.

D'autre part, une pareille façon de procéder ne donne aucune garantie au Parlement que ses vues, à la fois sur la durée de la concession et sur le principe et le taux de la participation de l'Etat aux bénéfices, seront respectées.

Avec cette méthode, les conditions essentielles de la concession pourraient varier au gré des décisions différentes des divers ministres qui se succéderaient. Or, le Parlement doit avoir toute sécurité au point de vue de la défense des droits et des intérêts de la Nation, comme aussi les prospecteurs et les industriels, en s'engageant dans des recherches minières, doivent connaître à l'avance les garanties de stabilité et de sécurité qui sont indispensables à toute entreprise industrielle. C'est une des conditions essentielles du développement de notre industrie minière.

Enfin, le troisième système, respectant les lignes générales de la loi du 21 avril 1810 et conservant à l'acte administratif

d'institution des concessions son caractère essentiel d'acte de police, se bornait à spécifier qu'il ne serait plus, à l'avenir, accordé de concession que pour une durée limitée et à préciser qu'à leur expiration la concession appartiendrait à l'Etat.

C'est le système auquel s'est rallié le Parlement.

III. — DURÉE DES CONCESSIONS

La loi nouvelle substitua la concession temporaire à la concession perpétuelle.

Il est admis aujourd'hui que la Nation peut, doit même, si l'intérêt public l'exige, fixer la durée de la concession qu'elle va accorder.

Cette limitation de la durée de la concession ne peut s'appliquer qu'aux concessions à accorder et ne sera jamais d'une application quelconque aux concessions antérieurement données.

Donc, en même temps qu'il faut défendre le droit pour la Nation de limiter la durée des concessions qu'elle accordera désormais, il faut affirmer énergiquement l'obligation nouvelle de respecter les conditions de celles antérieurement consenties, de les respecter toutes, non seulement au point de vue de leur durée, mais au point de vue financier et social. Les exploitants de mines concédées peuvent et doivent être atteints par tous les impôts qui frappent les contribuables, mais il est impossible d'y ajouter quelque chose de spécial, en vertu de ce principe que les droits légalement acquis sont tenus pour définitifs et intangibles.

En ce qui concerne la durée de la concession, le Parlement a pensé que l'intérêt public seul devait déterminer cette durée. Or, cet intérêt public exige que les exploitations de concessions soient prospères.

On sait que la recherche des mines est aléatoire et que, pour une qui réussit, de multiples échouent lamentablement. Des statistiques fournies à la Commission des Mines de la Chambre ont démontré que, neuf fois sur dix, le travail d'exploration était stérile. Et quand il réussit, il oblige à une dépense formidable de premier établissement.

Dans le département du Pas-de-Calais, le plus riche de France, le plus grand nombre des Sociétés qui se sont fondées pour exploiter des mines de houille ont sombré.

L'exploitation des mines d'Anzin, qui réalise aujourd'hui, ainsi que nous l'avons vu précédemment, des bénéfices considérables, a eu des débuts extrêmement pénibles. L'exploitation a été commencée en 1718, mais la Société ne fut constituée qu'en 1757 ; elle absorba des sommes énormes en recherches et mise en valeur de gisement, et Désaubeis, l'un des principaux explorateurs du début, y perdit l'intégralité de sa fortune.

On peut encore citer l'exemple d'Aniche, où le capital qui y a été employé a attendu sa rémunération pendant 70 ans.

Ce qui prouve que, pour arriver au succès et à la fortune, il ne suffit pas d'être concessionnaire d'un gisement.

De même, malgré les progrès incontestables de la science géologique, que d'insuccès et de déboires.

Parmi les nombreux exemples qu'on pourrait citer à cet effet, rappelons celui de la Société de Lens qui, croyant avoir trouvé dans sa concession un gisement houillier de

grande richesse, fonce des puits, construit des bâtiments, installe des machines puissantes et perfectionnées et, quand tout est prêt, au lieu du gisement entrevu, on tombe sur une zone donnant des eaux chaudes qui imposent l'abandon. De même à Bernay, un puits rencontre de telles masses d'eau qu'il faut recourir à l'installation terriblement coûteuse de la congélation pour n'obtenir que du minerai de qualité douteuse.

Tout ceci démontre les aléas de l'industrie minière et la nécessité, pour le plus grand avantage de l'intérêt public, de donner à celui qui a la hardiesse de l'entreprendre une tranquillité, une stabilité, une assurance de durée nécessaires à toute industrie, mais à celle-ci plus qu'à aucune autre.

Le projet du Gouvernement prévoyait une durée uniforme de 99 ans, mais, à la Chambre des Députés, des contradictions s'élevèrent, de sorte que le texte voté décida que la durée de la concession varierait suivant la nature du gisement concédé.

En conséquence, elle a été fixée invariablement à 99 ans pour les mines de houille ou lignite, à 50 ans minimum et 99 ans au maximum pour les autres gisements.

De plus, avant l'expiration de la 25^e année qui précédera la fin normale de la concession, l'Etat devra faire connaître au concessionnaire s'il entend ou non renouveler la concession.

Le concessionnaire devra, dans un délai fixé, rappeler par lettre recommandée à l'Administration la fin de la concession, et le délai dans lequel l'Administration aura à faire connaître sa décision ne commencera à courir que du jour de la réception de la lettre recommandée.

Si l'Administration garde le silence, la concession sera renouvelée par tacite reconduction, mais seulement pour une période de 25 années, commençant à l'expiration normale de la durée de la concession ainsi renouvelée et, au cours de celle-ci, le concessionnaire aura la même obligation d'avertir l'Administration.

IV. — FIN DE LA CONCESSION

La concession peut prendre fin de l'une des trois manières suivantes :

L'expiration de temps pour lequel elle a été consentie ;

La renonciation par le concessionnaire ;

La déchéance prononcée contre lui.

1° *Expiration du temps fixé.* — En ce qui concerne l'expiration du temps fixé, ce n'est que l'application des dispositions contenues dans la loi de 1810.

Pendant les années qui précéderont la fin de la concession de la mine, la surveillance de l'Administration, représentant l'Etat, qui va reprendre la mine, devra se montrer plus vigilante au point de vue des travaux nécessaires à l'entretien de la mine, dans l'intérêt bien entendu de celle-ci, au point de vue de l'amortissement des travaux commandés et même de leur remboursement intégral par l'Etat quand ces travaux auront été exécutés à une date si rapprochée de la fin de la concession, pendant les cinq années qui la précéderont, que leur amortissement normal serait impossible.

2° *Renonciation par le concessionnaire.* — Le concession-

naire pourra toujours renoncer à la totalité ou à une partie de la concession avant l'expiration de sa durée.

Cependant, l'Administration pourra demander au concessionnaire d'exécuter certains travaux préalablement à l'acceptation de la renonciation. Ces conditions remplies, l'acceptation sera de droit. Elle sera prononcée par une décision ministérielle, prise après avis du Conseil général des Mines et notifiée au concessionnaire en la forme administrative. La renonciation ne produira effet qu'après cette acceptation.

3° *Déchéance*. — L'article 49 de la loi de 1810, sans prononcer le mot « déchéance », semblait l'avoir prévue. Il disait en effet : « Si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs... »

C'est une question de fait réservée à l'appréciation du juge. La déchéance est une mesure grave qui ne devra être prise que dans des circonstances exceptionnelles.

L'ancienne loi attribuait compétence au Ministre pour prononcer la déchéance. Il a paru plus expédient, dans la nouvelle, de décider que la déchéance ne pourra être prononcée par le Ministre que sur l'avis conforme du Conseil d'Etat.

Le concessionnaire contre lequel la déchéance est prononcée devra être appelé devant la Haute Assemblée pour y faire valoir tous ses moyens de défense ; la justice l'exige.

Avec la loi de 1810, une fois la déchéance prononcée, la mine est mise en adjudication et le concessionnaire déchu, qui n'a droit à aucune indemnité, reçoit seulement le prix net de l'adjudication, de sorte que cette déchéance ressemble plutôt à une expropriation forcée.

Ce système ne concorderait plus avec la loi nouvelle, qui

décide que la mine, à l'origine à la disposition de la Nation, doit revenir à la Nation quand prend fin la concession consentie.

La loi de 1919 décide donc que la mine dont le concessionnaire a été frappé de déchéance, sur l'avis conforme du Conseil d'Etat, revient à la Nation sans adjudication.

Mais il serait contraire à l'équité et à la justice que le concessionnaire déchu ne reçût rien ; aussi la loi a prévu que le Conseil d'Etat pourrait accorder à ce concessionnaire non une indemnité, il n'y a pas droit, mais la valeur vénale de la mine, qui sera établie par les documents en dossier ou par expertise.

Quel que soit celui de ces trois modes par lequel la concession prend fin, l'Administration aura un droit identique pour prescrire les mesures nécessaires à l'entretien de la mine, de même que des conséquences identiques se produiront :

a) Tous les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, etc., servant à l'exploitation de la concession et en constituant les dépendances immobilières, feront gratuitement retour à l'Etat.

Naturellement, ce retour gratuit à l'Etat ne peut s'appliquer qu'aux dépendances immobilières immédiates de la mine, indispensables à son exploitation.

b) Si le concessionnaire d'une mine a pu la grever de droits hypothécaires parce qu'elle constitue un droit immobilier, comme celui-ci est précaire, le droit hypothécaire disparaît avec la concession, et comme il importe que la mine soit remise à la disposition de la Nation quitte et franche de toutes charges du fait de l'ancien concessionnaire, il con-

vient de décider que les conservateurs des hypothèques devront procéder à la radiation de toutes inscriptions sur le vu de l'ampliation du décret qui met fin à la concession.

V. — NATURE JURIDIQUE DE LA CONCESSION

La loi de 1810 avait expressément déclaré que la mine concédée constituait un immeuble, et cela se concevait dans son système de perpétuité.

Mais, dès lors qu'à la concession perpétuelle est substituée la concession temporaire, il est juridique qu'au mot « immeuble » on substitue le mot « droits immobiliers ».

Il en est ainsi de l'emphytéose et de l'usufruit. Sans doute, entre les droits immobiliers et la concession de mines, il existe une différence capitale : les bénéficiaires des deux premiers doivent « conserver la substance » ; le concessionnaire de mines, au contraire, la détruit tous les jours par chaque coup de pioche donné dans le gisement.

Mais comme, d'une part, il fallait donner un caractère juridique à la mine concédée, que, d'autre part, il fallait permettre au concessionnaire de se procurer du crédit en fournissant à son prêteur la garantie de l'hypothèque, qui ne peut s'appliquer qu'à des immeubles ou droits immobiliers, la nouvelle loi a donc voulu donner à la concession de mines le caractère d'un droit immobilier, qui sera, à ce titre, susceptible d'hypothèque.

Sans doute, le droit du créancier hypothécaire sera précaire, comme le droit immobilier qui lui servira d'assiette, mais cette situation sera connue du prêteur.

Du reste, la même situation et les mêmes inconvénients pourraient se produire avec le régime de la loi de 1810 : « les mines sont immeubles ». Cette forme impérative ne pouvait faire qu'on jouisse d'une mine comme on jouit d'un champ.

Les produits de la mine ne sont ni des fruits, ni une récolte : ils ne se renouvellent pas comme ceux-ci à chaque nouvelle saison, laissant toujours intacte la terre qui les a portés ; eux constituent une partie intégrante de la mine, de l'immeuble lui-même, de sorte qu'on peut prévoir qu'à un moment donné l'exploitation les aura tous absorbés. En jouissant de sa mine en bon père de famille, le concessionnaire l'aura détruite ; il n'y aura plus de mine et, partant, plus d'immeuble.

CHAPITRE II

I. — DES EXPLOITANTS OU CONCESSIONNAIRES DE MINES

Avec la nouvelle loi, l'Etat, le département, la commune peuvent être concessionnaires. Mais il est à souhaiter vivement que cette exploitation par l'Etat ne se réalise pas, pour le plus grand profit de l'intérêt public.

Afin de s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur les résultats des industries de l'Etat qui nous environnent.

Les nouvelles concessions peuvent également être accordées à un Syndicat professionnel, dans des conditions qui doivent être fixées par une loi spéciale.

La concession peut être accordée à un particulier. De nombreuses concessions ont été ainsi accordées à des particuliers; on pourrait les appeler familiales, parce qu'elles sont très restreintes. Mais si les concessions s'étendent sur une vaste étendue, elles ne tardent pas à être transmises par lui à une Société.

Enfin, les Sociétés peuvent être concessionnaires. Sous l'empire de la loi de 1810, la Société concessionnaire était, en principe, une Société civile, puisqu'elle avait pour objet exclusif les opérations que la loi réputait avoir le caractère civil.

Le nouveau texte décide qu'il sera désormais un acte

commercial ; les Sociétés qui deviendront concessionnaires devront donc être des Sociétés commerciales.

Le législateur s'est contenté d'énumérer quels étaient ceux qui pouvaient être concessionnaires, mais le cahier des charges-type, prévu par la loi, a édicté des dispositions particulières sur lesquelles il y a lieu de s'arrêter.

L'article premier de ce cahier des charges prévoit que le concessionnaire sera tenu de se substituer, dans le délai d'un an à partir de la publication du décret de concession, une Société commerciale spéciale qui a pour objet principal l'exploitation de la concession ; la substitution ne sera valable qu'après avoir été approuvée conformément aux dispositions de l'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911, laquelle n'a pas été abrogée par la présente loi.

L'article 2, déterminant les conditions dans lesquelles seront constituées ces Sociétés spéciales, a donné lieu, lors de sa discussion à l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, à des observations particulièrement intéressantes de la part d'un certain nombre de membres éminents de la Haute Assemblée.

Aux termes de cet article, il était, en effet, spécifié que :

« Toutes les actions de la Société seront nominatives.

« Si la Société spéciale est une Société anonyme, le Président du Conseil d'administration, l'Administration délégué, s'il y en a un, les Commissaires des Comptes et les deux tiers au moins des membres du Conseil d'administration seront Français. Les décisions du Conseil d'administration ne seront valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié des membres en exercice.

« Si la Société spéciale est une Société en commandite par actions, les gérants seront Français, ainsi que les deux tiers des membres du Conseil de surveillance.

« Si la Société spéciale est une Société en nom collectif, tous les associés devront être Français.

« Dans tous les cas, les Directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

« Toutefois, des dérogations, en ce qui concerne les conditions de nationalité exigées dans les quatre paragraphes précédents, pourront être accordées par décision du Ministre chargé de l'administration des mines. »

Le rapporteur du projet exposa que les dispositions de l'article 2 étaient inspirées de préoccupations dont le Conseil avait déjà eu l'écho. Il rappelait les efforts faits par les Allemands, notamment dans les dernières années avant la guerre, pour mettre la main sur une partie de nos gisements de minerais de fer. Or, la France est aujourd'hui la plus grande productrice de minerais de fer du monde entier ; seuls les Etats-Unis peuvent rivaliser avec elle sur ce point.

Les pays qui ont une métallurgie puissante et trouvent des difficultés à s'approvisionner de minerai, ont intérêt à tâcher d'être propriétaires de mines en France.

La France s'est déjà préoccupée de ne pas laisser aux Allemands la possibilité de s'établir dans nos minerais de fer et d'installer des industries allemandes sur notre frontière de l'Est, par exemple dans le bassin de Briey, soit dans d'autres régions de la France, comme en Normandie.

A plusieurs reprises, il a fallu se préoccuper de la question d'intrusion des étrangers dans nos Sociétés minières,

Pour y parer, le Gouvernement proposa les dispositions qui viennent d'être énumérées.

Devant le Conseil supérieur des Mines, des objections avaient été formulées, au nom de l'industrie minière, contre ces dispositions, qui s'arrêtaient ici, car le dernier alinéa de l'article 2 ne figurait pas dans le premier projet, dont était saisi le Conseil supérieur des Mines.

Les représentants de l'industrie minière avaient fait observer que cette industrie est une de celles dans lesquelles les capitaux français à l'étranger sont le plus largement engagés, et que, par contre, les cas où des capitaux étrangers se sont engagés dans l'industrie minière en France sont excessivement rares. La France n'a pas un sous-sol très riche, mais elle a des Ecoles de Mines qui sont remarquables, si bien qu'un grand nombre du personnel technique minier est un personnel français, tandis que les concessions étrangères en France sont rares.

Nos industriels avaient donc fait valoir qu'il y aurait quelques inconvénients à pratiquer à cet égard l'exclusion et à poser en principe une exclusion qui n'avait pas un très grand intérêt pour nous, mais dont, par contre, la réciprocité pourrait avoir pour nous les plus graves inconvénients.

Ils ont également représenté que les mesures dont il s'agit n'ont jamais présenté en France d'intérêt pratique, qu'à l'encontre des Allemands.

Il convient de réserver à ceux-ci un caractère exceptionnel ; l'Administration peut se réserver d'introduire des clauses spéciales dans un cahier des charges de concession.

En fait, c'est un cas qui ne se présente que pour le fer et

il y aurait lieu de se prémunir à cet égard contre l'intrusion des Allemands.

De longues discussions ont eu lieu à cet égard et l'on a donné une solution partielle aux réclamants.

Ceux-ci ont déclaré se contenter de cette clause du cahier des charges :

« Toutefois, des dérogations, en ce qui concerne les conditions de nationalité exigées par les quatre paragraphes précédents, pourront être accordées par décision du Ministre chargé de l'administration des mines. »

La Section des Travaux publics avait adopté ce texte, mais elle fut saisie d'une réclamation adressée par le Comité du rapprochement franco-espagnol, présidé par M. Hantaux, Comité qui comprend un certain nombre de membres de l'Institut, ainsi que des personnes intéressées à la reprise des rapports franco-espagnols. Les intéressés firent observer qu'il y avait en Espagne un mouvement analogue à celui dont s'inspiraient ces quatre articles, tendant à réserver aux Espagnols les concessions de mines et l'administration des Sociétés minières et que, si la réciprocité était appliquée en Espagne, ce serait quelque chose d'assez grave pour nos nationaux, car l'Espagne est un des pays où nous possédons un très grand nombre d'établissements miniers. Les Français possèdent un grand nombre d'actions de ces Sociétés et exercent une réelle influence sur une grande partie de l'industrie minière, notamment dans les mines du Rio Tinto et de Penarroya.

De plus, nous fournissons un grand nombre d'ingénieurs à toutes les mines espagnoles.

L'exclusion des étrangers des mines espagnoles aurait

pour conséquence d'obliger les capitaux français à abandonner toutes ces entreprises, ou à ne les garder qu'en se munissant d'un faux nom, en prenant des hommes de paille de nationalité espagnole.

Un projet de loi présenté aux Cortès sur le régime des mines contient des dispositions plus rigoureuses que celles qui sont énumérées ici, dans le même ordre d'idées, pour l'exclusion des étrangers des mines.

Le Comité du rapprochement franco-espagnol alléguait encore que ces dispositions pouvaient être pour nous très nuisibles, que, au point de vue notamment des intérêts invoqués pour justifier l'exclusion des étrangers des concessions minières en France, si les Français et les Anglais n'avaient pas été détenteurs de la plus grande partie de la richesse minière espagnole, il en serait résulté pour la France, pendant la guerre, de très grandes difficultés.

C'est ainsi que notre approvisionnement en sulfurite et en plomb, deux éléments nécessaires à la fabrication des munitions, avait été assuré par les mines espagnoles.

Les Sociétés françaises et anglaises ont dû faire de très grands efforts pour passer outre à certaines interventions espagnoles qui s'efforçaient d'empêcher l'arrivée en France de ces éléments indispensables.

Au point de vue de l'acier, toutes nos mines les plus riches se trouvant sous le feu des deux artilleries, les mines de Bilbao nous ont été très utiles.

Donc, le fait que les Sociétés françaises et anglaises jouaient un très grand rôle dans la détention de ces minerais avait pour nous une très grande importance. Il est vrai que les Espagnols ne peuvent en ressentir aucun préjudice, car

jamais un Espagnol n'a engagé de capitaux dans nos exploitations minières, et jamais un ingénieur espagnol n'est venu dans une exploitation française, l'Espagne n'étant exportatrice ni de capitaux, ni d'ingénieurs.

Pour ces motifs, les autorités françaises devaient s'efforcer d'empêcher la mise en vigueur de l'action projetée contre nous en Espagne. C'est une difficulté pour elles de voir que les Espagnols puissent répondre : « Nous ne faisons qu'une chose très analogue à ce que vous faites vous-mêmes. »

Le Comité de rapprochement franco-espagnol ajoutait qu'il devait faire remarquer que la situation était la même dans bien des pays étrangers : un peu en Allemagne, où nous avons acheté quelques mines de houille avant la guerre ; un peu en Belgique, où nous avons des intérêts dans les mines de la Campine, et beaucoup en Pologne, où il y a des séries de mines bien connues dans les placements de valeurs étrangères à la Bourse, mines qui appartiennent à des capitalistes français et qui sont exploitées par des ingénieurs français ; il y a également un grand nombre de ces entreprises minières aux mains des Français en Belgique.

Tels étaient les arguments qui avaient été invoqués dans une lettre au Ministre des Travaux publics et dont copie a été adressée à M. le Vice-Président du Conseil d'État.

Mais la Section des Travaux publics maintint ses résolutions. Elle considéra que la dérogation accordée par le dernier alinéa de l'article suffisait pour donner les garanties voulues, puisqu'on admettait que des dérogations, en ce qui concernait les conditions de nationalité exigées dans les quatre paragraphes précédents, pourraient être accordées par décision du Ministre chargé de l'administration des mines.

Les dispositions de style, qui figuraient dans le cahier des charges-type, pourraient ne pas être appliquées en ce qui concernait les nationaux des pays qui ne nous appliqueraient pas des mesures analogues et pourraient ne pas jouer, dans le cas où il pourrait en résulter certains inconvénients, au point de vue de nos relations internationales d'affaires.

Si cette dérogation ne pouvait être offerte aux Espagnols, puisqu'ils n'en auraient que faire, le seul fait qu'elle figurait dans l'article 2 du projet armait suffisamment notre diplomatie pour dire que, si les Espagnols voulaient prendre des dispositions du même ordre, la France demandait que la législation admit ces dérogations et elle insisterait pour que ces dérogations fussent appliquées aux entreprises françaises.

Certains membres du Conseil d'Etat cherchèrent donc à faire supprimer, à l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, ces quatre paragraphes, que la Section des Travaux publics avait maintenus.

Ils alléguèrent que, lorsque des industriels étrangers attachent un intérêt sérieux, comme celui que les Allemands attachaient à la possession de nos mines de l'Est, il était très facile de tourner ces dispositions et de trouver des hommes de paille. C'est ainsi que, pour une affaire de ce genre, le Métropolitain de Paris, dont la convention exclut tout Administrateur étranger, on sait que le principal groupe d'actions est entre les mains d'un financier belge, qui pourrait notifier ainsi aux Administrateurs qui ne partageraient pas ses vues, qu'ils ne seraient pas réélus à la prochaine Assemblée générale, bien qu'il ne fasse pas partie lui-même du Conseil d'administration.

Aussi, si ces dispositions pouvaient être utiles pour des mines de fer de la frontière de l'Est et dans d'autres régions, étant donné l'intérêt pour la France de se réserver l'exportation du fer pour obtenir la houille qui lui fait défaut, elles n'auraient qu'un intérêt très faible en dehors de ce motif. Il suffirait donc de les maintenir comme des dispositions facultatives.

Ils préconisaient, en conséquence, une autre solution, qui consisterait à mettre dans le cahier des charges que des dispositions de réciprocité assureront que des mesures analogues ne seront pas imposées à nos nationaux. Vis-à-vis de l'Allemagne, la France a intérêt à avoir du charbon, de même qu'elle a intérêt à avoir du fer chez elle, mais, d'un autre côté, il ne faut pas oublier les pays dans lesquels elle a de grandes entreprises minières, un grand personnel gérant les affaires de mines ; ce sont souvent des pays, comme l'Espagne, qui n'ont pas de capitaux exportés, de sorte que la réciprocité leur est égale.

Donc la réciprocité avec la Pologne ou avec l'Espagne n'aurait aucun intérêt.

Cette opinion fut vigoureusement combattue au sein de l'Assemblée, particulièrement par un membre des plus éminents, qui fit observer que, si on supprimait toute clause de ce genre, ce serait l'impossibilité pour le Gouvernement français d'exercer un droit de regard sur ces affaires, droit de regard dont ce qui s'est passé pendant la guerre a montré la nécessité.

Citant à ce propos deux affaires caractéristiques : celle des mines de fer du Calvados et celle de la Manche, il rappelait comment le Conseil d'Etat s'était trouvé, avant la

guerre, en présence de représentants de l'Administration qui, lorsqu'il s'agissait d'autoriser des cessions de mines au profit de ces affaires, disaient que ce n'étaient pas des affaires allemandes, mais des affaires bien françaises. Or, elles ont abouti à l'installation des Allemands dans le port de Diélette, dans le Cotentin, où, au début de la guerre, se ravitaillèrent les premiers sous-marins allemands qui se soient aventurés dans la Manche.

Quant aux affaires de mines de fer du Calvados, quand on a mis sous séquestre la part allemande, les premières investigations du séquestre ont démontré que ces entreprises étaient entièrement allemandes.

Il est encore bon de rappeler une autre affaire qui a défrayé la chronique judiciaire : celle des carbures de calcium.

Les poursuites ont abouti à des acquittements, parce qu'il s'agissait de faire tomber sous le coup des lois pénales des faits antérieurs à celles-ci, mais il en est ressorti que la Société fournissait le carbure à l'Allemagne, et notamment à la maison Krupp, à des prix moins élevés qu'à la France et qu'elle s'était engagée, en cas de mobilisation de l'armée allemande, à faire à l'Allemagne certaines fournitures supplémentaires.

Les exemples qui viennent d'être indiqués prouvent que le Gouvernement français ne peut se désintéresser de ces affaires et ignorer quelles sont les personnes qui administrent les mines concédées sur son territoire.

D'ailleurs, la question n'est pas entière. A propos de la loi sur l'utilisation des forces hydrauliques, qui a une importance au moins aussi grande que la loi sur les mines, la

question a été tranchée explicitement par le législateur :

« Si le concessionnaire est une Société étrangère, celle-ci doit avoir son siège social en France, être régie par les lois françaises; le Président du Conseil d'administration, les administrateurs-délégués, les gérants, les directeurs ayant la signature sociale, les commissaires au comptes et les deux tiers soit des associés ou des Conseils de surveillance doivent être Français.

« Il ne peut être exceptionnellement dérogé aux règles qui précèdent que par décret en Conseil des Ministres et contresigné par le Président du Conseil, le Ministre des Travaux publics et celui des Affaires étrangères. »

Les prescriptions du cahier des charges soumises à l'Assemblée du Conseil d'Etat furent à peu près celles des forces hydrauliques, mais la soupape de sûreté était infiniment plus large en matière de concessions de mines, car, dans le projet du Gouvernement et adopté par la Section des Travaux publics, on a admis la possibilité générale de dérogations, sans en faire exception et simplement par décision du Ministre chargé de l'administration des usines.

Mais le Conseil d'Etat, considérant qu'on ne prenait jamais assez de précautions en cette matière, proposa un parallélisme entre les exploitations minières et l'énergie électrique.

Il décida, en conséquence, que les dérogations seraient accordées, suivant la procédure suivie pour l'utilisation des forces hydrauliques, par décret contresigné par le Président du Conseil, le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Affaires étrangères.

II. — DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT AUX BÉNÉFICES

L'introduction dans la loi de la participation obligatoire de l'Etat constitue une innovation, mais, en fait, ainsi que nous l'avons vu précédemment, cette participation n'en était pas moins réalisée depuis un certain nombre d'années par les offres de concours, dont il était devenu la règle que les demandeurs en concession dussent appuyer leurs titres.

L'Etat, en concédant une mine, stipule donc que si cette expropriation donne des bénéfices, il en prendra une part à déterminer. C'est une forme d'association entre le concédant et le concessionnaire.

L'application de ce principe présente cependant un inconvénient, qui résulte du fait qu'il y aura dorénavant en France deux sortes d'exploitations minières : d'une part, les concessions nouvelles, et, d'autre part, les concessions anciennes, dont le statut est définitivement établi par l'acte même qui les a instituées et qui est intangible. Vouloir demander aux concessions, en exploitation avant le nouveau régime, une participation de l'Etat aux bénéfices serait une injustice, une violation des droits acquis. Et cependant cette solution a été envisagée et proposée par le rapporteur du projet de loi à la Chambre des Députés !

Examinons maintenant comment sont établis les bénéfices sur lesquels l'Etat prend sa part et à quel moment naît le droit de l'Etat.

La concession de mine a besoin, comme toute entreprise, d'une triple collaboration : le capital, l'intelligence, le travail. Or, chacune de ces collaborations, nécessaires et dépen-

dantes l'une de l'autre, a droit à une rémunération qui entre dans l'établissement des frais généraux de l'entreprise ; les bénéfices nets de celle-ci ne s'appliquent qu'à ce qui reste après que cette triple collaboration a été ainsi rémunérée.

La rémunération de l'intelligence des ingénieurs, du travail des ouvriers et employés est facile à présenter. Elle l'est un peu moins en ce qui concerne le capital, qui s'est exposé, qu'il a peut-être fallu renouveler, mais il faut le faire avant que l'Etat puisse prétendre à un bénéfice quelconque. Le taux de la rémunération peut varier à l'infini, suivant les évolutions et les changements des circonstances économiques ; aussi la loi, déléguant à l'autorité administrative le soin de rédiger des cahiers des charges-types, ne donna sur ces questions que des idées directives.

C'est le cahier des charges qui doit fixer, d'une part, le taux de l'intérêt à servir au capital investi dans l'entreprise et non remboursé, et c'est seulement quand cet intérêt aura été payé, en tenant compte des années antérieures où il ne l'aurait pas été, que l'Etat et le personnel pourront prendre part aux bénéfices. Ce cahier des charges doit également préciser l'échelle progressive d'après laquelle doit être calculée la part des porteurs de parts.

La manière dont doit être calculé le point de départ de cette participation a été la cause de divergences de vues au cours de l'élaboration du projet de loi.

Certains membres du Parlement opinaient pour la règle du dividende telle qu'elle est prévue et réglée par l'article 4 de la loi du 8 avril 1910, qui s'applique à la redevance due par l'exploitant à l'Etat et qui est ainsi conçue :

« Lorsque la concession est exploitée par une Société par actions ayant ou non adopté la forme commerciale, ou par une Société en commandite ou à parts d'intérêts dont les dividendes sont déterminées par les délibérations des Conseils d'administration ou des Assemblées générales des associés et si l'exploitation de la mine forme l'objet principal de la Société, le produit net imposable est forfaitairement égal au montant total des sommes distribuées au cours de l'exercice qui a précédé l'année de l'imposition, aux actionnaires et aux porteurs de parts, sous la forme de dividendes ou de toute répartition autre que le remboursement total ou partiel du capital. »

Mais cette règle ne vise que les Sociétés commerciales ; il aurait donc fallu déterminer un mode différent quand la mine est exploitée par un département, une commune, un Syndicat ou un simple particulier, d'où deux règles différentes.

On a alors adopté le système suivant :

L'exploitation des mines étant désormais un acte de commerce, les exploitations doivent tenir tous une comptabilité commerciale régulière.

C'est cette comptabilité qui doit fixer le bénéfice brut ou bénéfice de l'exploitation, et aussi le bénéfice net, puisqu'elle devra mentionner tout ce qu'on a entendu par frais généraux, en y ajoutant l'intérêt dû au capital investi.

Enfin, il y a lieu de tenir compte d'un autre élément : l'amortissement des travaux entrepris. Il peut arriver que les recettes d'un exercice soient insuffisantes pour payer des travaux dont l'utilité doit servir aux exercices suivants. Dans ce cas, le paiement de ces travaux est reporté sur les exer-

cices futurs, qui en bénéficient suivant des règles professionnelles précises.

En résumé, la nouvelle loi veut que la participation de l'Etat ne prenne naissance qu'après qu'il aura été satisfait à tous les frais généraux, qui comprendront l'intérêt du capital investi, à toutes les charges quelconques et à un amortissement déjà soumis à des règles professionnelles bien établies.

III. — PARTICIPATION DU PERSONNEL AUX BÉNÉFICES

Depuis des années cette question était à l'ordre du jour.

Des esprits éminents avaient vu en elle un moyen d'assurer plus de paix sociale en établissant plus de justice dans les relations des employeurs et des employés.

En effet, chaque jour s'affirme davantage la vérité de la doctrine que, dans notre société moderne, il est nécessaire que le capital travaille et que le travail possède ; chaque jour se multiplie aussi le nombre des commerces et des industries dans lesquels le personnel est associé aux résultats de l'entreprise et prend une part de bénéfices.

Mais pour qu'une idée aussi généreuse soit utile au bien social, il ne faut pas qu'elle soit imposée : la participation aux bénéfices ne peut être établie que par une libre convention, par laquelle un employeur donne à son employé, en sus du salaire convenu, une part dans ses bénéfices, sans participation aux pertes.

Cette participation est destinée à changer le caractère de l'industrie en changeant celui de la masse des travailleurs.

Elle donnera à ceux-ci une dignité, un amour de l'ordre auxquels ils ne parviendront pas autrement.

L'application n'en était pas impossible en ce qui concerne les mines, puisque, dans de nombreuses industries de toute nature, le personnel participait déjà aux bénéfices. On pouvait, en effet, citer des Compagnies de chemins de fer, des fonderies, des imprimeries, des grands magasins, des charges d'agents de change.

Mais dans toutes ces applications, le principe résultait de ce que la participation était la conséquence d'un consentement libre de la part de l'employeur et de l'employé, sans que l'Etat puisât dans sa fonction le droit d'intervenir.

Il en est autrement ici, où l'Etat concède à un concessionnaire l'exploitation de choses qui sont à la disposition de la Nation, qu'il représente. Il peut donc mettre à la concession qu'il accorde telles conditions que bon lui semble, pourvu qu'elles ne soient en contradiction ni avec la justice, ni avec l'équité, ni, en conséquence, avec l'intérêt public, ce qui est le cas de celles qui ont été adoptées par la loi de 1919.

Cette idée a cependant provoqué des contradictions dans les milieux ouvriers eux-mêmes. Certaines réunions corporatives y ont été formellement opposées ou ne l'ont admise que sous des conditions qui paraissaient difficilement acceptables, pour ne pas dire irréalisables.

Cette participation du personnel est prélevée sur celle de l'Etat et est du quart de celle-ci.

La somme attribuée ainsi au personnel doit être versée à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, à moins que les ouvriers ou employés de la mine et de ses dépendances, représentant plus de 20 0/0 de l'effectif total

du personnel, ne réclament une répartition individuelle, par une pétition adressée au ministre de qui relève la Caisse autonome. Dans ce cas, le ministre fait procéder à un vote des ouvriers et employés, à l'effet d'établir si la majorité désire renoncer au versement à la Caisse autonome de retraites, pour adopter la répartition individuelle. Si la majorité se prononce pour la répartition individuelle, le ministre fera procéder à un second vote par lequel les ouvriers et employés désigneront cinq délégués chargés de préparer un projet de règlement pour cette répartition.

Ce règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir été homologué par le ministre et il ne pourra être modifié avant cinq ans.

Après cette période de cinq ans, si 20 0/0 de l'effectif total du personnel demandent au ministre une modification de ce règlement, il sera procédé de nouveau à la désignation de cinq délégués du personnel, qui auront pour mission, soit de décider le versement à la Caisse autonome de retraites, soit d'élaborer un nouveau règlement.

Dans le cas où la concession serait exploitée par une Société à participation ouvrière fonctionnant conformément à la loi du 26 avril 1917, le règlement relatif à la répartition de la part du personnel déterminera, en se référant aux statuts de la Société, dans quelle mesure la part revenant au personnel sera attribuée aux actions du travail.

CHAPITRE III

LE TEXTE DE LA LOI PROMULGUÉE LE 9 SEPTEMBRE 1919

Loi modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices.

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — A partir de la promulgation de la présente loi, il ne sera plus accordé de concessions de mines que pour une durée limitée et avec participation aux bénéfices de l'Etat et du personnel, dans les conditions fixées par le cahier des charges qui devra être annexé au décret instituant la concession.

Dans le cas d'exploitation par l'Etat des gisements découverts, un décret, délibéré en Conseil d'Etat, fixera le périmètre et réglera les droits des propriétaires de la surface sur les produits de l'exploitation et, s'il y a lieu, les indemnités dues aux inventeurs. La concession peut être accordée à un département, à une commune autorisés par une loi, à un Syndicat professionnel, dans des conditions qui seront fixées par une loi spéciale, à toute Société commerciale, ainsi qu'à un particulier.

A l'expiration de la concession, ainsi qu'en cas de déchéance définitive ou de renonciation, les mines reviendront à l'Etat. Ces mines, comme celles pour lesquelles, en application du second alinéa du présent article, il ne serait pas institué de concession, pourront être exploitées par l'Etat, soit directement, soit en régie intéressée et après autorisation législative, ou par tout autre mode, dans les conditions déterminées par les cahiers des charges-types prévus ci-après. Elles pourront être également remplacées par l'Etat dans la situation de gisements ouverts aux recherches.

Les concessions de mines à temps constituent des droits immobiliers et seront, comme tels, susceptibles d'hypothèques.

Art. 2. — Le cahier des charges déterminera notamment :

1° La durée de la concession, comptée à partir du 1^{er} janvier qui suivra le décret d'institution.

Elle sera fixée, par le cahier des charges-type, invariablement à quatre-vingt-dix-neuf ans pour les gisements de houille ou lignite, à cinquante ans au minimum et à quatre-vingt-dix-neuf ans au maximum pour les autres gisements.

La même durée devra s'appliquer à toutes les concessions portant sur des gisements de même nature.

2° La forme de la notification qui, avant le commencement de la vingt-cinquième année précédant la fin de la concession, doit être adressée par l'Administration au concessionnaire, à l'effet de lui faire savoir si elle entend ou non lui renouveler la concession.

Toutefois, avant le commencement de la vingt-sixième année précédant la fin de celle-ci, le concessionnaire devra, par lettre recommandée adressée au ministre, demander si

l'Etat entend user de son droit de reprise de la concession.

Avant le commencement de la vingt-cinquième année précédant la fin de la concession, ou, en cas de retard du concessionnaire dans l'application du paragraphe précédent, dans le délai d'un an à dater de la réception de la demande visée par ce paragraphe, l'Administration devra notifier sa décision, faute de quoi la concession se trouvera de plein droit prolongée, aux conditions antérieures, pour une durée de vingt-cinq ans à dater du terme antérieurement prévu.

Les dispositions contenues dans les deux paragraphes qui précèdent seront applicables, avec les mêmes délais, pour les préavis ultérieurs et les renouvellements par tacite reconduction, par périodes de vingt-cinq années.

3° Les mesures nécessaires pour que, en cas de non-renouvellement de la concession, les travaux de préparation, d'exploitation et d'entretien soient néanmoins entrepris et conduits jusqu'au terme de la concession, dans l'intérêt bien entendu de la mine, et spécialement : les règles d'imputation et d'amortissement des travaux de premier établissement qui, avec l'approbation de l'Administration, seraient exécutés par le concessionnaire pendant les vingt-cinq dernières années de la concession ; le mode de participation de l'Etat à cet amortissement ; les conditions administratives et financières dans lesquelles, pendant les cinq dernières années de la concession, le concessionnaire peut être astreint par l'Etat à exécuter les travaux jugés nécessaires à la future exploitation ; le mode de paiement par l'Etat de ces travaux.

4° Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature, servant à l'exploitation de la con-

cession et en constituant les dépenses immobilières, conformément à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810, qui, à ce titre, doivent faire gratuitement retour à l'Etat. La fin de la concession entraînera l'extinction de tous droits hypothécaires; les conservateurs des hypothèques devront en opérer la radiation sur le vu de la décision ministérielle refusant de renouveler la concession ou en prononçant la déchéance.

5° Les conditions dans lesquelles, en fin de concession, l'Etat ou, le cas échéant, le concessionnaire nouveau peut reprendre, à dire d'experts, les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers, ainsi que les bâtiments et ouvrages ne rentrant pas dans la catégorie de ceux visés à l'alinéa précédent.

6° Les conditions dans lesquelles la déchéance peut être prononcée pour inobservation des obligations imposées aux concessionnaires ; cette déchéance pourra être prononcée par le ministre, sauf le recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

Au cas où les dépenses par lui effectuées auraient augmenté la valeur vénale de la mine, le concessionnaire déchu a droit à une indemnité.

Le chiffre de cette indemnité sera fixé par le ministre dans la décision qui prononce la déchéance, sauf recours au Conseil d'Etat.

Cette indemnité, s'il y a lieu, sera distribuée aux créanciers privilégiés et aux créanciers hypothécaires, par ordre d'hypothèques.

7° Les conditions dans lesquelles il peut être renoncé à la concession avant l'expiration de sa durée.

8° Les conditions financières, uniformes pour toutes les

concessions de même nature, de la participation de l'Etat et du personnel aux bénéfices de l'exploitation, spécialement :

Le taux de l'intérêt annuel cumulatif alloué au capital investi dans l'entreprise et non remboursé, au-dessus duquel l'Etat et le personnel employé entrent en participation.

L'échelle progressive d'après laquelle est calculée la part revenant à l'Etat et au personnel.

Les conditions dans lesquelles les participants viendront au partage de l'actif net, après remboursement du capital, en cas de liquidation ou de cessation de l'exploitation de la concession, des conditions devant être déterminées de telle façon que la part ainsi attribuée aux participants soit équivalente à l'ensemble des sommes qui leur eussent été annuellement versées si les bénéfices disponibles avaient été intégralement distribués.

Le mode de la participation, calculée sur le produit net, qui sera égal au bénéfice de l'exploitation, comprenant le résultat des opérations consécutives et accessoires de celle-ci, déduction faite des frais généraux, y compris l'intérêt du capital, des charges administratives, commerciales, fiscales et d'utilité générale et de l'amortissement des dépenses de premier établissement, dont le mode et l'échelonnement seront fixés en conformité des règles professionnelles, telles qu'elles seront fixées par le cahier des charges.

9° Les conditions générales de la participation de tout le personnel, employés et ouvriers, aux bénéfices de l'exploitation, laissant aux intéressés le soin de décider si la répartition doit être faite individuellement au personnel et sous quelle forme, ou si le produit doit être employé conformé-

ment aux dispositions de la loi du 26 avril 1917, ou encore si la totalité ou une fraction de la part des bénéfices revenant au personnel doit être versée à la Caisse autonome des ouvriers mineurs. Dans ce dernier cas, le Conseil d'administration de la Caisse pourra attribuer ces ressources soit au fonds spécial prévu par l'article 10 de la loi du 25 février 1914, soit à des œuvres de prévoyance ou de solidarité sociale intéressant la collectivité des ouvriers mineurs. La part du personnel sera prélevée sur celle de l'Etat et à concurrence de 25 p. 100 de celle-ci.

10° Lorsque le concessionnaire est une Société, le capital initial auquel se constitue la Société, ainsi que les conditions dans lesquelles doivent être soumises à l'approbation de l'Administration les augmentations ultérieures de ce capital.

11° Les conditions dans lesquelles sera établi, appliqué et révisé un bordereau des salaires minima qui devront être payés aux ouvriers de la mine et de ses dépendances.

12° Les conditions particulières de la concession, qui pourront comprendre l'établissement et le fonctionnement de Commissions mixtes patronales et ouvrières, de consortiums ou comptoirs de vente ou d'exportation, la construction ou l'alimentation d'usines chimiques, métallurgiques ou de hauts-fourneaux. Le tout devant être prévu.

Art. 3. — Il est institué un « Comité consultatif des Mines » comprenant des techniciens de l'administration des mines, des membres du Conseil d'Etat et des administrations publiques intéressées, des exploitants de mines et des ouvriers mineurs désignés respectivement par chaque catégorie d'intéressés, et des membres du Parlement.

Le Comité consultatif est obligatoirement appelé à donner

son avis sur les conditions des cahiers des charges-types et leurs modifications.

En dehors de leurs membres, qui pourront être désignés par le ministre « à raison de leurs aptitudes ou de leurs fonctions actuelles ou anciennes », le Sénat et la Chambre des Députés seront obligatoirement représentés dans le Comité consultatif par cinq sénateurs et sept députés élus respectivement par le Sénat et la Chambre, tous les quatre ans.

Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les attributions, la composition détaillée et le fonctionnement de ce Comité.

Art. 4. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi et fixeront notamment :

1° Le texte des cahiers des charges-types ;

2° L'étendue et les conditions d'exercice du contrôle financier auquel les concessions sont assujetties, les pouvoirs attribués aux représentants de l'Etat chargés de ce contrôle ;

3° Les formes de l'instruction à laquelle donneront lieu les demandes en concession et l'institution d'exploitations d'Etat, le délai dans lequel il doit être statué sur les demandes en concession ;

4° Les conditions administratives et financières auxquelles est soumise l'exploitation des mines par l'Etat.

Les organismes administratifs chargés de la gestion des mines exploitées par l'Etat sont assujettis aux mêmes droits, taxes et contribution de toutes natures, ainsi qu'aux mêmes obligations générales que les concessionnaires privés ; les charges des travaux d'établissement sont inscrites dans leurs comptes annuels ; en aucun cas, le délai d'amortisse-

ment des emprunts contractés par ces organismes ne peut être supérieur à cinquante ans.

Art. 5. — L'exploitation des mines est considérée comme un acte de commerce ; cette disposition s'applique aux Sociétés civiles existantes, sans qu'il y ait lieu pour cela de modifier leurs Statuts.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi sera appliquée à l'Algérie.

Fait à Paris, le 9 septembre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la Reconstitution industrielle,

LOUCHEUR.

Le ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

CHAPITRE IV

LE COMITÉ CONSULTATIF DES MINES

Un décret du 9 novembre 1917 avait déjà créé ce Comité, qui comprenait, en même temps que des professionnels, directeurs, inspecteurs généraux, ingénieurs, représentants des exploitants de mines et du personnel ouvrier, des membres très nombreux du Sénat et de la Chambre des Députés, des représentants des Ministres du Travail, des Finances et du Commerce, enfin le Président de la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat et un Vice-Président du Conseil général des Mines.

Ce Comité consultatif des Mines, placé à côté du Conseil général des Mines, avait été créé pour éclairer de façon aussi complète que possible le Gouvernement sur le mérite des demandeurs en concession et les garanties qu'ils donnaient d'exploiter au mieux de l'intérêt général.

La loi a sanctionné la création de ce Comité.

Elle a voulu, d'une part, qu'il fût « obligatoirement appelé à donner son avis sur les conditions des cahiers des charges-types et leurs modifications », d'autre part, que « tout décret institutif d'une concession de mines avec le cahier des charges annexé lui soit communiqué avant sa promulgation ».

L'organisation de ce Comité consultatif des Mines a fait

l'objet d'un règlement d'administration publique, qui fut adopté par le Conseil d'Etat dans sa séance du 9 octobre 1919.

La teneur en est la suivante :

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre de la Reconstitution industrielle,

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines ;

Vu la loi du 9 septembre 1919, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices, et notamment l'article 3 ainsi conçu :

« Il est institué un « Comité consultatif des Mines » comprenant des techniciens de l'Administration des Mines, des membres du Conseil d'Etat et des administrations publiques intéressées, des exploitants de mines et des ouvriers mineurs désignés respectivement par chaque catégorie d'intéressés, et des membres du Parlement.

« Le Comité consultatif est obligatoirement appelé à donner son avis sur les conditions des cahiers des charges-types et leurs modifications.

« En dehors de leurs membres, qui pourront être désignés par le ministre « à raison de leurs aptitudes ou de leurs « fonctions actuelles ou anciennes », le Sénat et la Chambre des Députés seront obligatoirement représentés dans le Comité consultatif par cinq sénateurs et sept députés, élus respectivement par le Sénat et la Chambre tous les quatre ans.

« Un décret portant règlement d'administration publique déterminera les attributions, la composition détaillée et le fonctionnement de ce Comité » ;

Vu la loi du 25 février 1914 et le règlement d'administration publique du 31 mars 1914, pris en exécution de cette loi, pour les élections au Conseil d'administration de la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ;

Vu le décret du 9 novembre 1917, portant création d'un Comité consultatif des Mines ;

Vu le décret du 23 août 1919, rattachant temporairement l'Administration des Mines au ministère de la Reconstitution industrielle ;

Vu l'avis du Comité consultatif des Mines, en date du 25 septembre 1919 ;

Vu l'avis du Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le Comité consultatif des Mines est obligatoirement appelé, par le ministre chargé des mines, à délibérer :

- 1° Sur tous les projets de loi intéressant les mines ;
- 2° Sur les conditions des cahiers des charges-types des concessions de mines et leurs modifications ;
- 3° Sur les règlements généraux relatifs à l'exploitation des mines, des minières et des carrières ;
- 4° Sur les programmes de travaux de recherches de mines à entreprendre par l'Etat ;

5° Sur les programmes d'exploitation de mines par l'Etat, dans les conditions de l'article premier de la loi du 9 septembre 1919 ;

6° Sur les conventions portant acquisition, cession ou amodiation d'une concession de mines par l'Etat, un département ou une commune.

Le Comité consultatif des Mines donne, en outre, son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées par le ministre chargé des mines, et qui comprennent notamment les questions générales d'ordre juridique, technique, financier, économique ou social intéressant les mines, les minières ou les carrières, ainsi que les mesures à prendre pour intensifier les recherches minières et pour développer ou coordonner l'exploitation ou l'utilisation des ressources du sous-sol.

Le Comité consultatif des Mines peut, enfin, émettre des vœux et formuler des propositions sur toutes les questions et mesures énumérées au paragraphe précédent.

Art. 2. — Indépendamment des cinq sénateurs et des sept députés élus en exécution du troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 9 septembre 1919, le Comité consultatif des Mines comprend les membres suivants :

A. — Membres de droit

1° Le ministre chargé des mines, Président du Comité ;

2° Les conseillers d'Etat en service ordinaire de la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat ;

3° Les inspecteurs généraux des mines, membres du Conseil général des Mines ;

4° Le Directeur des Mines au ministère chargé des mines ;

5° Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure des Mines

et le Directeur du Service de la carte géologique de la France.

B. — Membres élus

6° Neuf représentants des exploitants de mines et neuf représentants du personnel ouvrier des mines, élus pour quatre ans, conformément aux dispositions du décret sus-visé du 31 mars 1914, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 25 février 1914, relatif aux élections du Conseil d'administration de la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ; toutefois, le nombre des membres élus dans chaque circonscription sera de trois et le ministre chargé des mines exercera les attributions conférées par ledit décret au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

C. — Membres nommés pour quatre ans par le ministre chargé des mines

7° Neuf membres du Sénat ou de la Chambre des Députés, désignés à raison de leurs aptitudes ou de leurs fonctions actuelles ou anciennes.

D. — Membres des administrations publiques intéressées

8° Deux représentants du ministère des Finances ;

9° Un représentant du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale ;

10° Un représentant du ministère du Commerce et de l'Industrie ;

11° Un représentant du ministère des Affaires étrangères ;

12° Un représentant du gouvernement général de l'Algérie.

Les membres désignés aux n^{os} 8 à 12 peuvent, avec l'agrément du vice-président du Comité, se faire remplacer au Comité par des membres suppléants.

Des représentants des autres départements ministériels sont appelés, par le président du Comité, à prendre part aux délibérations du Comité, avec voix consultative, dans les affaires intéressant leur ministère.

Un vice-président est nommé, pour deux ans, par arrêté du ministre chargé des mines, pour présider les séances du Comité en l'absence du ministre et pour assurer le fonctionnement du Comité.

Le secrétaire du Conseil général des Mines remplit les fonctions de secrétaire du Comité, avec voix délibérative. Le ministre chargé des mines peut nommer des secrétaires-adjoints, qui siègent au Comité avec voix consultative.

Art. 3. — Il est constitué au sein du Comité consultatif des Mines une Section permanente, qui est ainsi composée :

1° Les conseillers d'Etat en service ordinaire de la Section des Travaux publics du Conseil d'Etat ;

2° Les inspecteurs généraux des mines, membres du Conseil général des Mines ;

3° Le directeur des mines au ministère chargé des mines ;

4° Six membres désignés par le Comité, savoir : un sénateur, un député, deux représentants des exploitants de mines et deux représentants du personnel ouvrier des mines.

Les représentants des exploitants ou du personnel ouvrier, empêchés d'assister à une séance de la Section, peuvent s'y

faire remplacer par un autre membre du Comité appartenant à la même catégorie.

Un président et un vice-président sont nommés pour deux ans, par arrêté du ministre chargé des mines, pour présider les séances de la Section permanente et assurer son fonctionnement.

Le secrétaire du Comité consultatif des Mines est secrétaire de la Section permanente, avec voix délibérative. Les secrétaires-adjoints du Comité assistent aux séances de la Section permanente avec voix consultative.

Le président de la Section permanente peut appeler d'office, ou sur leur demande, les membres du Comité consultatif des Mines qui ne sont pas membres de la Section, à y siéger, avec voix consultative, pour l'étude d'une affaire déterminée, à raison de leur compétence spéciale.

Art. 4. — Le Comité consultatif des Mines et sa Section permanente fonctionnent conformément à un règlement intérieur arrêté par le Comité.

Le Comité consultatif des Mines peut donner délégation à sa Section permanente pour délibérer en son nom sur des affaires déterminées, préalablement inscrites à l'ordre du jour du Comité.

Les autres affaires ne sont soumises au Comité qu'après avoir été examinées d'abord par la Section permanente. Un projet d'avis motivé, adopté par la Section, est distribué aux membres du Comité avant la séance.

Avant d'être soumise aux délibérations de la Section permanente, toute affaire est étudiée par un rapporteur désigné par le président de la Section et choisi parmi les membres de la Section ou parmi les secrétaires-adjoints du Comité.

Le Comité consultatif des Mines se réunit sur la convocation de son président ou de son vice-président. La Section permanente se réunit sur la convocation de son président.

Toute affaire soumise aux délibérations du Comité consultatif des Mines donne lieu à un avis motivé, transmis au ministre chargé des mines.

Art. 5. — Le règlement d'administration publique, prévu par l'article 6 de la loi du 9 septembre 1919, pour l'application de ladite loi à l'Algérie, déterminera les conditions dans lesquelles le Comité consultatif exercera, en ce qui concerne l'Algérie, les attributions qui lui sont dévolues.

Art. 6. — Pour la constitution initiale du Comité consultatif des Mines, les exploitants de mines et les ouvriers mineurs appelés à siéger au Comité seront nommés par le ministre chargé des mines, sur la désignation des organisations syndicales existantes.

La durée de leur mandat sera fixée par arrêté du ministre chargé des mines, sans que cette durée puisse excéder quatre ans.

Art. 7. — Le décret susvisé du 9 novembre 1917 est abrogé.

Art. 8. — Le ministre de la Reconstitution industrielle est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 14 octobre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de la Reconstitution industrielle,

LOUCHEUR,

CHAPITRE V

LE TEXTE DU CAHIER DES CHARGES-TYPE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des Travaux publics et du ministre des Finances,

Vu la loi du 21 avril 1810 sur les mines ;

Vu la loi du 9 septembre 1919, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices, et notamment l'article 4 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi et fixeront notamment :

« 1° Le texte des cahiers des charges-types ;

« 2° ».

Vu l'avis du Comité consultatif des Mines en date du 23 décembre 1919 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Est approuvé le cahier des charges-

type ci-annexé, dressé en exécution de l'article 4 de la loi du 9 septembre 1919 pour les concessions de mines.

Art. 2. — Le ministre des Travaux publics et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 21 avril 1920.

P. DESCHANEL.

Par le Président de la République :

Le ministre des Travaux publics,

YVES LE TROCQUER.

Le ministre des Finances,

F. FRANÇOIS-MARSAL.

CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DES MINES DE.....

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU CONCESSIONNAIRE

Article premier. — La concession des mines de (1)
de (2) telle que le périmètre en est déterminé
par le décret instituant ladite concession, sera régie par le présent
cahier des charges, lequel demeurera annexé audit décret.

Le concessionnaire fera élection de domicile à
Dans le cas où il voudrait ultérieurement transférer ce domicile
dans une autre commune, il sera tenu d'en faire la déclaration,

(1) Indiquer la substance minérale faisant l'objet de la concession.

(2) Indiquer le nom de la concession tel qu'il est fixé par le décret d'institution.

prévue par l'article premier du décret du 14 janvier 1909, au préfet du siège de l'exploitation et au ministre chargé de l'administration des mines.

(3) Le concessionnaire sera tenu de se substituer, dans le délai d'un an à dater de la publication du décret précité, une Société commerciale spéciale, au capital de fr., ayant pour objet principal l'exploitation de la concession de , soit isolément, soit conjointement avec d'autres concessions de mines, et satisfaisant aux conditions fixées par l'article 2 ci-après; la substitution ne sera valable qu'après avoir été approuvée conformément aux dispositions de l'article 138 de la loi du 13 juillet 1911.

Art. 2. — Toute Société commerciale spéciale ayant pour objet principal l'exploitation de la concession de , soit isolément, soit conjointement avec d'autres concessions de mines, devra être constituée sous le régime de la loi française et observer, tant pour sa création que pour son fonctionnement, les prescriptions ci-après :

La détermination du capital initial de la Société sera soumise à l'approbation ministérielle. La Société aura le droit d'augmenter ultérieurement ce capital jusqu'à concurrence du double de son montant initial. Au-delà de cette limite, le capital initial ne pourra être augmenté sans autorisation ministérielle. Cette autorisation sera considérée comme accordée si un refus n'est pas notifié à la Société dans un délai de deux mois à dater de la demande.

Toutes les actions de la Société seront nominatives.

L'exercice social sera compté du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Si la société spéciale est une société anonyme, le président du conseil d'administration, l'administrateur délégué, s'il y en a un, les commissaires des comptes et les deux tiers au moins des mem-

(3) Ce paragraphe sera supprimé, lorsque la société spéciale qui doit exploiter la concession sera formée avant l'institution de la concession ou lorsque la concession sera accordée à un particulier ou à une société préexistante, sans obligation de substitution d'une société spéciale.

bres du conseil d'administration seront français. Les décisions du conseil d'administration ne seront valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié des membres en exercice.

Si la société spéciale est une société en commandite par actions, les gérants seront français, ainsi que les deux tiers des membres du conseil de surveillance.

Si la société spéciale est une société en nom collectif, tous les associés devront être français.

Dans tous les cas, les directeurs ayant la signature sociale devront être français.

Toutefois, des dérogations, en ce qui concerne les conditions de nationalité exigées dans les quatre paragraphes précédents, pourront être accordées, par décret contresigné par le président du conseil, le ministre chargé de l'administration des mines et celui des Affaires étrangères.

Art. 3. — Le concessionnaire sera tenu de posséder en toute propriété et de maintenir en bon état d'entretien les bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature qui doivent faire gratuitement retour à l'Etat à la fin de la concession, par application de l'article 11 du présent cahier des charges.

Il pourra, à son choix, soit acquérir les terrains, soit les prendre en location ou par voie d'occupation temporaire.

Les baux ou contrats relatifs à toutes les locations de terrains devront comporter une clause réservant expressément à l'Etat la faculté de se substituer au concessionnaire soit en cas de renonciation ou de déchéance de celui-ci, soit si l'expiration normale de la concession doit survenir au cours de la durée du contrat. Il en sera de même pour tous les contrats de fourniture d'énergie.

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire pour l'application du présent article, il sera procédé comme il est dit à l'article 31.

CHAPITRE II

DURÉE DE LA CONCESSION — EXPIRATION — RENONCIATION — DÉCHÉANCE

Art. 4 (1). — La durée de la concession est fixée à ans, à dater du 1^{er} janvier qui suivra la publication du décret instituant ladite concession et approuvant le présent cahier des charges.

Art. 5. — Avant le commencement de la vingt-cinquième année précédant la fin de la concession, le ministre décidera, après avis du conseil général des mines, s'il y a lieu ou non de renouveler la concession. Sa décision sera notifiée au concessionnaire dans la forme administrative.

Avant le commencement de la vingt-sixième année précédant la fin de la concession, le concessionnaire devra demander au ministre, par lettre recommandée, si l'Etat entend user de son droit de reprise de la concession. Le ministre lui accusera immédiatement réception de cette lettre. En cas de retard dans l'envoi de la demande du concessionnaire, le ministre aura un délai d'un an, à dater de la réception de cette demande, pour notifier au concessionnaire la décision prise par lui en exécution du paragraphe précédent.

(1) La durée de la concession sera fixée invariablement :

A 99 ans tant pour les mines de houille et de lignite que pour les autres mines de combustibles (pétrole, hydrocarbures), les mines de fer et les mines de pyrite de fer ;

A 50 ans pour les mines de graphite, platine, or, titane, molybdène, bismuth, cobalt, cadmium, vanadium, radium ;

A 75 ans pour les autres mines.

Les concessions mixtes portant sur plusieurs substances dénommées auront une durée de 75 ans si les substances dénommées ne rentrent pas toutes, soit dans la catégorie de celles pour lesquelles la durée de la concession est fixée à 99 ans, soit dans la catégorie de celles pour lesquelles la durée de la concession est fixée à 50 ans.

A moins de décision contraire du ministre, notifiée dans le délai imparti, la concession se trouvera de plein droit prorogée aux conditions antérieures pour une durée de vingt-cinq années à dater du terme antérieurement prévu.

Si le concessionnaire n'a pas adressé sa demande au ministre avant le commencement de la sixième année précédant la fin de la concession, celle-ci ne sera pas renouvelée et prendra fin au terme antérieurement prévu.

Il sera procédé à nouveau, conformément aux dispositions ci-dessus, avant l'expiration du délai pour lequel la concession aurait été prolongée.

Art. 6. — Pendant le délai qui s'écoulera entre la décision refusant de prolonger la concession et l'expiration de celle-ci, le concessionnaire ouvrira, pour les travaux de premier établissement exécutés, un compte spécial où seront portées les dépenses relatives à ceux de ces travaux dont l'amortissement sera supporté en partie par l'Etat dans les conditions ci-après déterminées.

Le concessionnaire devra, avant le 1^{er} mai de chaque année, soumettre à l'ingénieur en chef des mines le projet, avec évaluation des dépenses probables, de tous les travaux de premier établissement qu'il a l'intention d'effectuer au cours de l'année suivante, et dont il propose d'imputer les dépenses au compte spécial. L'ingénieur en chef aura toutefois la faculté de prolonger au-delà du 1^{er} mai le délai imparti au concessionnaire pour la présentation de ce projet de travaux.

L'ingénieur en chef examinera dans quelle mesure les travaux projetés constituent bien des travaux de premier établissement et s'ils présentent de l'intérêt pour l'exploitation future ; il fixera en conséquence le montant des dépenses qui seront portées au compte spécial à ce titre.

Faute par l'ingénieur en chef d'avoir fait connaître sa décision dans un délai de quatre mois après réception par lui du projet présenté par le concessionnaire, l'admission des dépenses au compte spécial sera réputée agréée.

Avant le 1^{er} avril de chaque année, le compte spécial de l'année

précédente sera présenté à l'ingénieur en chef des mines, qui aura tous pouvoirs pour vérifier l'exactitude des dépenses, s'assurer qu'elles se rapportent aux travaux admis à ce compte et prescrire, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les dépenses ainsi admises seront réputées inscrites au compte spécial à la date du 1^{er} janvier de l'année qui suivra l'exécution des travaux. L'amortissement en sera effectué annuellement sur ce compte, en prenant pour base un taux uniforme et forfaitaire d'un vingt-cinquième de leur montant initial.

Quand la concession aura pris fin, le total des sommes non encore amorties en vertu de l'alinéa qui précède sera porté au débit de l'Etat pour le règlement de compte prévu par l'article 20.

Si le solde de ce compte est en faveur du concessionnaire, les sommes dues par l'Etat au concessionnaire lui seront versées dans les douze mois qui suivront le terme de la concession. A partir du commencement du septième mois, ces sommes porteront intérêt au profit du concessionnaire, d'après un taux déterminé comme il est dit à l'article 11 ci-après.

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire pour l'application du présent article, il sera procédé comme il est dit à l'article 31.

Art. 7. — A dater de la cinquième année précédant le terme de la concession, le concessionnaire sera tenu d'exécuter, aux frais de l'Etat, les travaux que l'ingénieur en chef des mines jugera nécessaires à la préparation et à l'aménagement de l'exploitation future.

A cet effet, l'ingénieur en chef des mines lui remettra avant le 1^{er} mai de chaque année, le programme des travaux qu'il sera tenu d'exécuter pour le compte de l'Etat dans le courant de l'année suivante.

Ces programmes seront conçus de manière à ne pas mettre le concessionnaire dans l'impossibilité de réaliser, pour chacune des cinq années de la dernière période, une extraction au moins égale à la moyenne de cinq années de la période quinquennale précédente diminuée de 10 p. 100.

Le concessionnaire devra communiquer à l'ingénieur en chef des mines les projets des marchés à passer pour ces travaux, tant marchés de fournitures que marchés pour exécution de travaux par entreprise. Ces marchés ne pourront être passés par le concessionnaire qu'après avoir été acceptés par l'ingénieur en chef des mines.

Le concessionnaire demeurera responsable de l'exécution des travaux effectués par lui pour le compte de l'Etat, en tout ce qui concerne les lois et règlements sur l'exploitation des mines.

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire pour l'application du présent article, il sera procédé comme il est dit à l'article 31.

Art. 8. — Les prix adoptés, tant pour le calcul des dépenses à porter au compte spécial par application des dispositions de l'article 6, que pour le règlement des frais des travaux exécutés pour le compte de l'Etat en conformité de l'article 7, seront : pour la main-d'œuvre, les prix appliqués par le concessionnaire dans les travaux effectués pour son propre compte ; pour les travaux qui seraient exécutés à l'entreprise et pour les fournitures, les sommes payées à l'entrepreneur ou au fournisseur.

Une juste ventilation sera faite pour toutes les dépenses d'établissement d'exploitation et d'entretien qui seraient communes aux travaux du concessionnaire et aux travaux commandés par l'Etat.

Le coût des travaux ainsi déterminé sera majoré à forfait dans une proportion convenable pour tenir compte des frais généraux et dépenses accessoires.

En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire pour l'application du présent article, il sera procédé comme il est dit à l'article 31.

Art. 9. — Le relevé des dépenses, effectuées au cours de chaque année par le concessionnaire pour le compte de l'Etat par application de l'article 7, sera présenté avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

Il sera statué sur ce compte ainsi qu'il est dit à l'article 6.

L'Etat devra verser, dans le mois qui suivra la présentation de

ce compte, un acompte égal aux neuf dixièmes du montant de la créance, et payer le solde dans le mois qui suivra l'arrêté définitif du compte.

Les avances que l'Etat pourra demander chaque année au concessionnaire de faire pour son compte, en vue de l'exécution des travaux prévus à l'article 7, ne pourront en aucun cas dépasser 40 p. 100 du fonds de roulement moyen afférent aux cinq années de la période quinquennale précédente.

Art. 10. — L'Etat sera responsable, vis-à-vis des tiers, des indemnités ou réparations dues pour dégâts de surface se manifestant après qu'il aura repris la concession, pour quelque cause que ce soit, sauf recours contre l'ancien concessionnaire, pendant une durée de cinq ans à dater de la reprise.

Art 11. — Les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature qui doivent faire gratuitement retour à l'Etat à la fin de la concession, en vertu du 4^e alinéa de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1919, sont les suivants :

1^o Les terrains acquis par le concessionnaire pour l'exploitation de la mine ;

2^o Les bâtiments, puits, galeries et autres travaux établis à demeure ;

3^o Les machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation de la concession et présentant un caractère immobilier, conformément à l'article 8 de la loi du 21 avril 1810 ;

4^o Les installations et le matériel servant aux opérations commerciales et industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation de la mine qui, en vertu de l'article 4 de la loi de finances du 8 avril 1910, sont comprises dans le calcul du produit net pour la détermination de la redevance proportionnelle.

Pour assurer l'exécution du présent article, aucune cession de la concession ne sera autorisée, si elle ne comprend pas la totalité des installations et du matériel qui, en vertu des dispositions ci-dessus, doivent appartenir gratuitement à l'Etat en fin de concession.

Art. 12. — En fin de concession, l'Etat aura la faculté de racheter

pour son compte ou, le cas échéant, pour le compte du nouveau concessionnaire ou de l'amodiatiaire qu'il désignera :

1° Tout ou partie des matières extraites, approvisionnements et autres objets mobiliers ;

2° Les installations immobilières se rattachant à l'exploitation de la mine, mais n'entrant pas dans la catégorie de celles auxquelles s'applique l'article 11 qui précède.

Deux ans ou moins avant la fin de la concession, l'ingénieur en chef des mines fera connaître au concessionnaire sur quels éléments l'Etat entend exercer sa faculté de rachat.

A défaut d'entente sur la distinction des immeubles et des meubles, sur l'exercice soit du droit de reprise gratuite, soit de la faculté de rachat, ou sur l'élévation de l'actif racheté, il sera procédé comme il est dit à l'article 31.

Art. 13. — Si le concessionnaire veut renoncer à la totalité ou à une partie de la concession avant l'expiration de sa durée, il devra en faire la demande par lettre recommandée adressée au ministre, qui en accusera réception.

A cette lettre seront joints :

1° Le plan et l'état descriptif des travaux d'exploitation ;

2° Un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'existe point d'inscriptions hypothécaires sur la concession ou, dans le cas contraire, un état de celles qui auraient été prises, en y joignant la mainlevée de ces inscriptions au moins pour la partie à laquelle le concessionnaire entend renoncer.

S'il s'agit d'une demande en renonciation partielle comportant une modification des limites du périmètre de la concession, cette demande devra être accompagnée, en sus des pièces ci-dessus indiquées, d'un plan de la concession existante, en triple expédition, à l'échelle de 1/10000^e, et portant l'indication des limites du nouveau périmètre sollicité. Il sera statué sur cette demande comme en matière d'institution de concession.

S'il s'agit d'une demande en renonciation totale, il sera statué sur la demande lorsque les pièces ci-dessus indiquées auront été fournies. L'administration pourra demander au concessionnaire

d'exécuter certains travaux préalablement à l'acceptation de la renonciation. Ces conditions remplies, l'acceptation de la renonciation sera de droit. Elle sera prononcée par une décision ministérielle prise après avis du conseil général des mines et notifiée au concessionnaire en la forme administrative. La renonciation ne produira effet qu'après cette acceptation.

Les droits respectifs de l'Etat et du concessionnaire seront réglés, à l'expiration du terme nouveau résultant de la renonciation, conformément aux dispositions fixées par le présent cahier des charges pour le cas d'expiration normale de la concession.

Art. 14. — Outre les cas de déchéance prévus par les lois en vigueur, le retrait de la concession pourra être prononcé si le concessionnaire contrevient aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 3 du présent cahier des charges, ou s'il refuse ou néglige soit d'exécuter les travaux visés par l'article 7, soit de remplir tout ou partie des obligations particulières qui lui sont imposées par l'article 28 ci-après.

L'un de ces cas de déchéance survenant, le préfet notifiera au concessionnaire une mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai qui ne pourra être inférieur à six mois.

Si le concessionnaire n'a pas régularisé sa situation dans un délai imparti ou n'a pas fourni une justification satisfaisante de sa situation, sa déchéance pourra être prononcée par un arrêté du ministre chargé des mines.

Cet arrêté sera notifié au concessionnaire, qui pourra, dans le délai de deux mois, le déférer au conseil d'Etat par la voie contentieuse. Le recours sera suspensif. A l'expiration du délai de recours ou, en cas de recours, après la notification de la décision confirmative de l'arrêté du ministre, l'arrêté sera inséré au « Journal Officiel » et transcrit sur les registres de la conservation des hypothèques à la requête de l'administration.

La publication de l'arrêté de déchéance ayant pour effet de transférer à l'Etat la propriété de la concession, il sera fait alors application des dispositions prévues au présent cahier des charges pour le cas d'expiration normale de la concession.

Au cas où les dépenses par lui effectuées auraient augmenté la valeur vénale de la mine, le concessionnaire déchu aurait droit à une indemnité. Le chiffre de cette indemnité sera fixé par le ministre dans l'arrêté prononçant la déchéance, sauf recours au conseil d'Etat.

CHAPITRE III

CLAUSES FINANCIÈRES

Art. 15. — La part de bénéfice que le concessionnaire sera tenu de verser à l'Etat, en sus des impôts et redevances, et au personnel sera calculée comme il est indiqué aux articles ci-après.

Cette part sera prélevée sur l'excédent du bénéfice par rapport à l'intérêt réservé au concessionnaire avant partage, lequel excédent constituera le superbénéfice.

Art. 16. — Le taux de l'intérêt réservé sera calculé, dans tous les cas, en ajoutant 2 p. 100 au taux du revenu donné par la rente perpétuelle française comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant la période déterminée, pour chaque cas, comme il est dit aux articles suivants. Ce taux sera arrondi par excès en décimes.

L'intérêt ainsi réservé sera cumulatif ; en conséquence, si le bénéfice lui est inférieur dans certaines années, la différence sera reportée aux années subséquentes, en addition à l'intérêt réservé afférent à ces années, de telle sorte que le superbénéfice à partager n'apparaisse que quand tout l'arriéré aura été comblé sans intérêts de retard.

La part de l'Etat et du personnel dans le bénéfice sera calculée d'après l'importance du superbénéfice, par rapport au capital déterminé comme il est à l'article suivant.

Cette part atteindra, pour les deux bénéficiaires réunis :

10 p. 100 sur la fraction du superbénéfice inférieure à 2 p. 100 de ce capital ;

15 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 2 et 4 p. 100 de ce capital ;

20 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 4 et 6 p. 100 de ce capital ;

25 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 6 et 10 p. 100 de ce capital ;

30 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 10 et 20 p. 100 de ce capital ;

35 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 20 et 30 p. 100 de ce capital ;

40 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 30 et 40 p. 100 de ce capital ;

45 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 40 et 50 p. 100 de ce capital ;

50 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 50 et 60 p. 100 de ce capital ;

55 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 60 et 70 p. 100 de ce capital ;

60 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 70 et 80 p. 100 de ce capital ;

65 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 80 et 90 p. 100 de ce capital ;

70 p. 100 sur la fraction du superbénéfice comprise entre 90 et 100 p. 100 de ce capital ;

Et 75 p. 100 sur la fraction du superbénéfice excédant 100 p. 100 de ce capital, sans que la progression continue au-delà de cette proportion.

Art. 17. — Le capital auquel correspondra l'intérêt réservé et qui servira de base pour l'application du barème de l'article 16 comprendra, d'une part, le fonds de roulement et, d'autre part, la part immobilisée constituée par le montant des dépenses réellement faites pour l'exploitation du gisement, pour la constitution de la société, s'il y a lieu, et pour les ouvrages et installations nécessaires à l'exploitation de la mine et des industries annexes dont le produit entre en compte dans le calcul de la redevance,

augmenté d'une somme de **représentant l'indemnité d'invention** et (1) diminué des amortissements portés au compte d'exploitation comme il est dit au dernier paragraphe de l'article 18 ci-après.

N'entreront pas en compte, pour la détermination du capital, les dépenses d'établissement relatives aux installations immobilières qui font l'objet du 2° du premier paragraphe de l'article 12.

Lorsque le compte d'exploitation, établi comme il sera indiqué à l'article 18, se soldera par une perte, le montant de cette perte sera considéré comme une dépense d'établissement à porter au compte capital.

Le fonds de roulement sera évalué à forfait, pour chaque année, au tiers des dépenses d'exploitation de l'année.

Pour le fonds de roulement et pour les dépenses d'établissement de chaque année, le taux de l'intérêt réservé à appliquer sera déterminé comme il est dit au premier paragraphe de l'article 16, en prenant le cours moyen de la rente pendant cette année. Il sera procédé de même pour calculer la déduction à faire sur l'intérêt réservé, à raison des sommes retranchées du compte d'établissement à la fin de l'année pour amortissement ou pour toute autre cause.

Art. 18. — Le bénéfice d'une année, d'après lequel sera déterminé le superbénéfice, est l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses d'exploitation et les amortissements.

Entrent en compte pour le calcul du bénéfice toutes les opérations commerciales ou industrielles, consécutives et accessoires de l'exploitation de la mine, qui, en vertu de l'article 4 de la loi de finances du 8 avril 1910, sont comprises dans le calcul du produit net pour la détermination de la redevance proportionnelle. Mais les dépenses et produits afférents aux installations immobilières

(1) Les mots en caractère gras sont à supprimer s'il n'y a pas eu invention qui eût été de nature à légitimer l'allocation d'une indemnité, dans les termes de l'article 16 de la loi de 1810, en cas de concession faite à un autre que l'inventeur.

qui font l'objet du 2° du premier paragraphe de l'article 12 du présent cahier des charges n'entrent pas en compte pour le calcul du bénéfice.

Les recettes d'exploitation sont constituées par le montant de la vente des produits de la mine et de ses établissements annexes qui ont été vendus au cours de l'année. Toutefois, si ces produits sont partagés en nature ou sont consommés ou vendus dans des conditions comportant un abaissement de leur prix au-dessous de leur valeur normale, de façon à réduire indûment le bénéfice, les recettes d'exploitation seront évaluées en tenant compte de la valeur marchande de ces produits.

Les dépenses d'exploitation admises en compte chaque année ne comprennent pas le coût des installations portées au compte du capital, comme il est dit à l'article 17 ci-dessus ; elles comprennent les charges administratives, commerciales, fiscales et d'utilité générale.

A partir de l'ouverture du compte spécial prescrit par l'article 6 du présent cahier des charges, seront portés comme dépenses, chaque année, les amortissements prescrits par cet article, à la charge du concessionnaire, sur les dépenses d'établissement inscrites audit compte.

Il ne sera tenu compte, ni en recettes ni en dépenses, de la valeur des fournitures effectuées, ou des services rendus sur prix d'ordre à la mine ou à ses établissements annexes, ni de la valeur des prestations bénéficiant au personnel de l'exploitation.

Si le compte d'exploitation résultant de la différence entre les recettes et les dépenses d'exploitation se solde en bénéfice, tout ou partie de ce bénéfice d'exploitation sera consacré à des amortissements à porter en déduction de la partie immobilisée du capital. Ces amortissements seront fixés chaque année par le concessionnaire dans la limite du dixième des immobilisations, un amortissement plus rapide pouvant toutefois être autorisé par décision spéciale du ministre, prise dans les formes prévues pour le règlement des comptes de partage. Pour la dernière année de la concession, soit en cas d'expiration normale de la concession, soit en

cas de déchéance ou de renonciation du concessionnaire, l'amortissement pourra, sans autorisation spéciale, s'élever jusqu'à la totalité du capital immobilisé et non encore amorti.

Art. 19. — En cas de cession de la mine à un nouvel exploitant, le prix de cession constituera la partie immobilisée du capital initial pour le calcul du revenu réservé et pour la détermination du superbénéfice, en ce qui concerne le nouveau concessionnaire.

Si ce prix excède la partie immobilisée du capital, calculée comme il est dit à l'article 17, pour la dernière année de l'exploitation par l'ancien concessionnaire, l'excédent, constituant un bénéfice complémentaire réalisé par ce concessionnaire, sera considéré comme provenant de superbénéfices complémentaires égaux pour tous les exercices. L'Etat et le personnel prélèveront, sur les superbénéfices complémentaires ainsi attribués à chaque exercice, la part leur revenant d'après le barème de l'article 16, appliqué en tenant compte du superbénéfice ayant servi de base au partage du bénéfice pour chaque exercice. Dans le cas où une partie des stocks, des approvisionnements et autres objets mobiliers afférents à la mine ne serait pas comprise dans le prix de vente, sa valeur serait ajoutée au prix de vente pour l'application du présent article.

Art. 20. — Lorsque la concession prendra fin, soit par l'expiration de sa durée, soit par renonciation ou déchéance du concessionnaire, la valeur à dire d'experts des stocks, approvisionnements et autres objets mobiliers existant au dernier jour de la concession constituera l'actif à partager.

Sur cet actif, le concessionnaire prélèvera, s'il y a lieu :

- 1° Le montant du capital immobilisé et non encore amorti ;
- 2° Les sommes nécessaires pour compléter l'intérêt cumulatif afférent aux années antérieures.

Le surplus, constituant un bénéfice complémentaire réalisé par le concessionnaire, sera considéré comme provenant de superbénéfices complémentaires égaux pour tous les exercices et partagé comme il est indiqué à l'article 19 ci-dessus.

Art. 21. — Le concessionnaire sera tenu de présenter à l'Etat

les comptes nécessaires au calcul du capital investi et du super-bénéfice, pour chaque année, avant le 1^{er} mai de l'année suivante.

Il devra verser, dans le mois qui suivra la présentation de chaque compte, la part revenant à l'Etat et au personnel telle qu'elle résultera de ce compte. Cette part sera imputée au compte de profit et pertes de l'exercice donnant lieu à partage.

En cas de retard, les sommes dues porteront intérêt au taux prévu par l'article 16 pour l'année où le paiement aurait dû être effectué.

En cas de vente ou de cession, l'acheteur sera caution vis-à-vis de l'Etat des sommes revenant à celui-ci et aux ouvriers en vertu de l'article 19 ci-dessus. Dans le cas où ces sommes excéderaient celles qui seraient disponibles sur le prix de vente, le ministre des Finances pourra, sur la demande faite d'un commun accord par le vendeur et l'acheteur, accorder terme et délai pour le paiement, en déterminant les garanties qu'il jugerait nécessaires.

Art. 22. — Le concessionnaire sera tenu, à toute époque, de communiquer à l'ingénieur en chef la comptabilité de l'exploitation ainsi que tous les documents que celui-ci jugerait nécessaires pour vérifier l'exactitude des comptes présentés en vue de l'application des articles 17 à 20 ci-dessus, y compris ceux qui concerneraient les autres entreprises du concessionnaire dans la mesure où elles auraient, à ce point de vue, une connexité quelconque avec l'exploitation de la mine.

Dans cette vérification, l'ingénieur en chef pourra se faire suppléer par l'ingénieur ordinaire. Il pourra en outre se faire assister de fonctionnaires pris en raison de leur compétence spéciale et appartenant à l'administration des mines ou à celle des finances.

Art. 23. — Indépendamment du contrôle prévu à l'article 22 ci-dessus, le concessionnaire sera tenu de se soumettre à toutes les vérifications auxquelles le ministre des Finances jugerait utile de faire procéder par l'inspection générale des finances.

Art. 24. — En cas d'amodiation de la mine, les conditions dans lesquelles aura lieu le partage des bénéfices avec l'Etat dans les proportions prévues à l'article 16 ci-dessus seront déterminées

par un cahier des charges complémentaires annexé au décret qui autorisera l'amodiation.

Art. 25. — S'il est ultérieurement établi, à la charge des exploitations minières, un impôt spécial instituant la participation légale de l'Etat aux bénéfices de ces exploitations, les sommes dues à l'Etat à titre de participation contractuelle résultant des dispositions ci-dessus seront diminuées du montant de cet impôt.

Art. 26. — Les comptes présentés par le concessionnaire, pour l'application des articles 15 à 25 ci-dessus, seront arrêtés par le ministre chargé des mines, après avis du ministre des Finances, sur le rapport d'une commission de vérification des comptes des exploitations minières, instituée par arrêté concerté entre les deux ministres. Cette commission devra fournir son rapport dans le délai de huit mois à dater de la présentation des comptes par le concessionnaire.

Art. 27. — Sur la somme due par le concessionnaire en exécution de l'article 15, il sera attribué 25 p. 100 au personnel ; le surplus appartiendra à l'Etat.

La somme attribuée au personnel sera versée à la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, à moins que des ouvriers ou employés de la mine et de ses dépendances, représentant plus de 20 p. 100 de l'effectif total du personnel, ne réclament une répartition individuelle, par une pétition adressée au ministre de qui relèvera la caisse autonome. Dans ce cas, s'il y a effectivement lieu à partage du bénéfice par application de l'article 15, le ministre fera procéder à un vote des ouvriers et employés, à l'effet d'établir si la majorité désire renoncer au versement à la caisse autonome de retraites, pour adopter la répartition individuelle. Si la majorité se prononce pour la répartition individuelle, le ministre fera procéder à un second vote par lequel les ouvriers et employés désigneront cinq délégués chargés de préparer un projet de règlement pour cette répartition. Les votes dont il est question ci-dessus se feront dans les conditions prévues par la loi du 29 juin 1894 pour l'élection des membres des conseils d'administration des sociétés de secours.

Le règlement élaboré par les délégués, élus comme il vient d'être dit, n'entrera en vigueur qu'après avoir été homologué par le ministre ; il ne pourra être modifié avant cinq ans.

Après cette période de cinq ans, si des ouvriers et employés représentant plus de 20 p. 100 de l'effectif total du personnel demandent au ministre une modification de ce règlement, il sera procédé à nouveau, comme il a été dit ci-dessus, à la désignation de cinq délégués du personnel qui auront pour mission, soit de décider le versement à la caisse autonome de retraites, soit d'élaborer un nouveau règlement. Ce nouveau règlement devra être, comme le précédent, homologué par le ministre avant d'entrer en vigueur et ne pourra être modifié avant l'expiration d'une nouvelle période de cinq années.

Dans le cas où la concession serait exploitée par une société à participation ouvrière fonctionnant conformément à la loi du 26 avril 1917, le règlement relatif à la répartition de la part du personnel déterminera, en se référant aux statuts de la société, dans quelle mesure la part revenant au personnel sera attribuée aux actions du travail.

Dans tous les cas, le montant de la part du personnel, ainsi que sa répartition entre les parties prenantes, sera portée par voie d'affiches à la connaissance du personnel de la mine. Ces affiches, établies par le concessionnaire, seront soumises au visa préalable de l'ingénieur en chef des mines.

CHAPITRE IV

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONCESSION

Art. 28. — (Conditions qui seraient imposées conformément au paragraphe 12° de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1919).

CHAPITRE V

CLAUSES DIVERSES

Art. 29. — Le concessionnaire devra établir un bordereau des salaires minima à payer aux ouvriers de la mine et de ses dépenses.

A défaut d'entente collective régionale ou d'accord particulier entre le concessionnaire et ses ouvriers, il sera, après avis donné par le concessionnaire à l'ingénieur en chef des mines, procédé comme suit :

Une commission mixte sera organisée, comprenant trois membres titulaires, avec trois membres suppléants, désignés par l'exploitant, et trois membres titulaires, avec trois membres suppléants, élus par les ouvriers de la mine et de ses établissements annexes à la suite d'un vote émis dans les conditions prévues par la loi du 29 juin 1894 pour l'élection des membres des conseils d'administration des sociétés de secours des ouvriers mineurs.

Si l'entente pour l'adoption d'un bordereau des salaires minima ne peut s'établir en commission mixte entre les représentants du concessionnaire et ceux des ouvriers, le concessionnaire devra en aviser l'ingénieur en chef des mines. Il sera statué dans ce cas par une commission arbitrale composée des membres de la commission mixte et de trois membres nouveaux. Ceux-ci seront désignés par la commission mixte ou, si l'accord ne peut s'établir entre les membres de la commission mixte pour la désignation de ces trois membres, par la section permanente du comité consultatif des mines.

La commission mixte ou la commission arbitrale qui arrêtera un bordereau des salaires minima fixera également la durée de la validité de ce bordereau.

Le concessionnaire devra porter à la connaissance des intéressés, par voie d'affiches, les décisions de la commission mixte ou de la commission arbitrale. Il devra communiquer aux membres

de la commission mixte les documents leur permettant de vérifier que ces décisions sont respectées.

Art. 30. — En cas de non-renouvellement de la concession, si, au moment où cesse pour lui le droit d'exploiter la mine, le concessionnaire possède d'autre part une usine traitant ou consommant des substances extraites de la concession ou s'il dispose de la majorité des actions d'une société possédant une telle usine, et si, au cours des quinze dernières années précédant le terme de la concession, plus de la moitié des substances provenant de ladite concession étaient absorbés par cette usine, un droit de préemption sera établi, pour l'alimentation de celle-ci, sur les substances extraites, jusqu'à concurrence d'un tonnage au plus égal à la moyenne des livraisons pendant les quinze dernières années, sans toutefois que l'exercice de ce droit puisse porter, chaque année, sur plus de la moitié du tonnage extrait.

Ce droit de préemption ne pourra être exercé par l'usinier que pendant une période de temps égale à celle dont la mise en marche de l'usine ou son acquisition par le concessionnaire primitif aura précédé le terme de la concession, sans que cette période puisse excéder dix années.

L'usinier sera tenu de faire connaître ses intentions, au sujet de l'exercice de ce droit, au moins cinq ans avant l'expiration de la concession ; il ne pourra renoncer complètement ou partiellement à en faire usage qu'autant qu'il en aura prévenu le nouvel exploitant au moins cinq ans à l'avance.

Sauf conventions contraires, il ne pourra exiger, parmi les qualités produites, une qualité supérieure à la qualité moyenne des livraisons faites par la mine à l'usine au cours des dix dernières années de la concession.

Sous la même réserve, le prix sera basé sur le prix normal du marché pour des substances de même composition, compte tenu des frais de transport à l'usine.

Art. 31. — En cas de désaccord entre l'administration et le concessionnaire sur l'application des articles 3, 6, 7, 8, 9, 11 et 12 du présent cahier des charges, le litige sera soumis, avant qu'il y soit

statué par la juridiction administrative, à l'examen d'une commission composée de trois membres : le premier désigné par l'Etat et choisi parmi les ingénieurs des mines, le second désigné par le concessionnaire, le troisième désigné d'un commun accord par les deux premiers ou, à défaut d'entente entre eux, par le président du conseil de préfecture du département où est situé le siège de l'exploitation, à la requête de la partie la plus diligente.

Cette commission doit formuler son avis, par un rapport motivé, dans le délai de deux mois après sa constitution.

Art. 32. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent cahier des charges seront supportés par le concessionnaire.

Le concessionnaire.

Le ministre des Travaux publics.

Vu :

Le Président de la Thèse,

H. BERTHELEMY.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

POUR LE RECTEUR :

L'Inspecteur de l'Académie,

PHILIPPE GIDEL.

TABLE DES MATIÈRES

Évolution du régime minier en France

	Pages
PRÉFACE.....	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

LA LOI DE 1810

SECTION I. — <i>Caractères généraux de la loi de 1810</i>	5
I. Classification des substances minérales et recherche des mines.....	5
II. Demandes en concession.....	7
III. Caractère juridique des décrets de concession.....	9
IV. Caractères généraux de la propriété minière.....	12
V. Indemnités et redevances dues par le concessionnaire....	13
VI. Occupation des terrains de la surface par le concessionnaire avec l'Administration.....	16
VII. Extinction de la propriété minière.....	17
SECTION II. — <i>Critiques dirigées contre la loi de 1810</i>	18

CHAPITRE II

LES PREMIÈRES OFFRES DE CONCOURS

I. La découverte du procédé de déphosphoration.....	21
II. Le Conseil d'Etat et les premières offres de concours.....	24
III. L'avis du Conseil d'Etat de 1907.....	26

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT DE 1908 A 1912

I. Les conséquences de l'avis du Conseil d'État sur la politique minière du Gouvernement.....	34
II. La question des mines devant le Parlement.....	36

CHAPITRE IV

NOUVELLE ÉVOLUTION DANS LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ÉTAT

I. Théorie et attitude nouvelles du Gouvernement.....	43
II. La concession d'Abbeville.....	45
III. Nouvelles propositions faites par la Section des Travaux Publics du Conseil d'État.....	48
IV. L'Assemblée générale du Conseil d'État.....	52
V. Conclusions.....	59

CHAPITRE V

LE RÉGIME DES CESSIONS DE CONCESSIONS

I. La proposition Albert Thomas.....	61
II. Vote de l'article 138 de la loi de finances de 1911.....	63
III. Circulaire du Ministre des Travaux Publics du 21 février 1912.....	66
IV. Le Conseil d'État et l'application de la loi.....	74

DEUXIÈME PARTIE

La Loi du 9 Septembre 1919

CHAPITRE I

I. Origines de la loi.....	77
II. Objet de la concession.....	80
III. Durée de la concession.....	82
IV. Fin de la concession.....	85
V. Nature juridique de la concession.....	88

CHAPITRE II

I. Des exploitants ou concessionnaires de mines.....	90
II. De la participation de l'État aux bénéfices.....	101
III. id. du personnel id.	104

CHAPITRE III

Le texte de la loi du 9 septembre 1919.....	107
---	-----

CHAPITRE IV

Le Comité consultatif des mines.....	115
--------------------------------------	-----

CHAPITRE V

Le texte du cahier des charges type.....	123
Table des matières.....	145

